

TUNISIE



BULLETIN DE CONJONCTURE

GÉRER LA CRISE EN TEMPS D'INCERTITUDES

Été 2022



Bulletin de Conjoncture de l'économie Tunisienne

Gérer la crise en temps d'incertitudes

Été 2022



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2022 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photos de couverture utilisées avec la permission de Hasan Mrad/Shutterstock.com (haut), StevenK/Shutterstock.com (centre gauche), Mltz/Shutterstock.com (centre droit), et Alex Cimbal/Shutterstock.com (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	vii
Liste des Abréviations et Acronymes	ix
Résumé Exécutif	xi
Executive Summary	xiii
ملخص تنفيذي	xv

Partie A: Dernières évolutions économiques, perspectives et risques	1
1. La hausse des prix des produits de base perturbe l'économie	1
2. La balance courante est sous pression	4
3. Les Finances Publiques sont sous pression	4
4. La dette reste stable, à des niveaux élevés et son remboursement coûte cher	6
5. et l'inflation augmente à des niveaux records jamais atteints depuis une trentaine d'années	7
6. La croissance a légèrement augmenté mais le taux d'activité du travail reste faible.	9
7. La pandémie est de plus en plus sous contrôle	11
8. Perspectives de Croissance très incertaines	11
9. Le gouvernement a commencé à envisager des mesures pour accélérer la reprise	14

Partie B: Pourquoi la Tunisie devrait réformer les subventions des céréales	17
--	-----------

List of figures

Figure 1	Le rythme d'accroissement des importations de marchandises s'est accéléré durant les six premiers mois de 2022 (% PIB)	2
Figure 2	Les importations énergétiques et agricoles ont contribué à dégrader le solde commercial	3
Figure 3	L'économie tunisienne est de plus en plus vulnérable aux variations du prix international du pétrole entraînant un creusement du déficit énergétique (tonne d'équivalent pétrole)	3
Figure 4	Le déficit commercial agricole en accroissement depuis 2011 (PIB %).	3
Figure 5	La Balance courante a été résiliente jusqu'au premier trimestre 2022... (PIB %)	4

Figure 6	...mais le déficit commercial et le déficit courant atteignent des niveaux historiques depuis Avril (MDT)	4
Figure 7	Le dinar s'est déprécié par rapport au dollar US en ligne avec les autres monnaies de la région (Jan 2019=100)	5
Figure 8	Les avoirs nets en devises restent stables à un niveau adéquat par rapport aux autres pays de la région (Jan 2019=100).	5
Figure 9	Les subventions additionnelles peuvent coûter 3.3 pour cent du PIB (subventions énergétiques et alimentaires % PIB).	5
Figure 10	Au premier trimestre 2022, l'endettement public a légèrement diminué (en %PIB) mais reste élevé (78.7 pour cent) (Million Dinars et pour cent PIB)	6
Figure 11	La part des créances du système bancaire sur l'Etat par rapport au concours à l'économie a augmenté de 10 points depuis 2015 (croissance annuelle en pourcentage)	7
Figure 12	L'inflation est à son plus haut niveau depuis trois décennies (Taux de croissance des prix à la consommation).	9
Figure 13	La Banque Centrale a relevé son taux directeur de 0.75 points à 7 pour cent mais les taux d'intérêt réel restent négatifs (variation en pourcentage)	9
Figure 14	La croissance du PIB a augmenté modérément pendant le premier trimestre 2022	10
Figure 15	Le chômage revient à son niveau pré-crise et baisse du taux d'activité	10
Figure 16	La vague de l'hiver 2022 a été la plus importante en nombre de cas, mais pas en termes de décès...	11
Figure 17	...et la campagne de vaccination a commencé relativement en retard et s'est accélérée durant l'été 2021 (pourcentage population totalement vaccine = 2 doses).	11
Figure 18	La masse salariale sera aux alentours de 15 pour cent du PIB en 2022	13
Figure 19	La pression fiscale avoisinera 24 pour cent du PIB	13
Figure 20	Prix du pain et des céréales en Tunisie est parmi les moins élevés au monde Indice des prix (monde = 100) en 2017	19
Figure 21	Les prix artificiellement bas incitent à une surconsommation de céréales Consommation de blé (kcal/capita/jour) et prix du pain, pays Arabes et de la Méditerranée	19
Figure 22	Les subventions des céréales ont augmenté suite aux perturbations sur les marchés mondiaux (subvention annuelle, DT millions (axe gauche) et prix international de blé dur, \$ per ton (axe droit))	19
Figure 23	Le système de subvention de céréales implique plusieurs acteurs le long de la chaîne de valeurs (les transactions subventionnées sont en rouge)	20
Figure 24	Le système pénalise de plus en plus les agriculteurs... (Soutien des prix de marchés aux agriculteurs du blé (MDT) = différence entre le prix d'achat payé par OC aux agriculteurs et le prix international; superficies emblavées pour blé ('000 ha), 2010-21)	21
Figure 25	...cette pénalisation a incité les agriculteurs à abandonner la culture du blé (Relation entre soutien des prix de marchés aux agriculteurs du blé (MDT) – différence entre le prix d'achat payé par OC aux agriculteurs et le prix international – et superficies emblavées pour blé ('000 ha) l'année suivante, 2000-21).	21
Figure 26	Le contrôle des prix pénalise la compétitivité des filières agroalimentaires (Différence dans les indicateurs de performance annuelle entre les secteurs de la transformation alimentaire soumis au contrôle des prix et les autres filières agroalimentaires (pourcentage), 2000-21)	22
Figure 27	Les Importations de céréales ont fortement augmenté durant les dernières années (Importations Tunisiennes des céréales (en MTD), 2010-22)	23

Figure 28 Les bénéfices relatifs des subventions céréalières sont plus importants pour les ménages plus pauvres (<i>Incidence relative des subventions des produits céréalières par décile de dépense, en pourcentage des dépenses</i>)23
---	-----

Liste des encadrés

Encadré 1 Révisions de croissance en 2020 et 20212
Encadré 2 Ajustement des prix des produits énergétiques6
Encadré 3 Les difficultés de la chaîne d'approvisionnement mondiale et l'inflation en Tunisie7
Encadré 4 L'impact distributif de l'inflation des prix en Tunisie8
Encadré 5 Les mesures d'urgence économique14
Encadré 6 Estimation de l'impact des contrôles de prix sur la performance des secteurs de transformation alimentaire22



REMERCIEMENTS

Le bulletin de conjoncture économique rend compte des principales évolutions et politiques économiques récentes en Tunisie à la lumière des défis plus larges du développement du pays. Chaque numéro comprend une section sur les développements économique récents et une discussion sur les perspectives économiques, suivie d'une section spéciale s'appuyant sur les analyses récentes de la Banque mondiale sur la Tunisie. Le rapport s'adresse à un large public, notamment aux décideurs politiques, aux chefs d'entreprise, aux acteurs des marchés financiers et à la communauté des analystes et professionnels travaillant en/sur la Tunisie. Le Bulletin de conjoncture pour la Tunisie est le fruit du travail de la section Afrique du Nord et Moyen-Orient du pôle d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale.

Ce bulletin a été publié à l'origine par la Banque mondiale en française avec le titre «Gérer la crise en temps d'incertitudes» en 2022. En cas de divergence, la langue d'origine prévaudra.

Ce numéro a été préparé par Massimiliano Cali (Economiste Senior, MTI) et Mohamed Habib Zitouna (Consultant, MTI). Le bulletin a bénéficié de commentaires et de contributions par Federica Alfani (Economiste, Pauvreté), Kevin Carey (Adviser, MTI), Fatma Marrakchi Charfi (Consultante, MTI), Carlo Del Ninno

(Economiste Principale, Protection Sociale), Olivier Durand (Economiste Senior, Agriculture) et Housseem Chebbi (Consultant, Agriculture).

Ce numéro a été préparé sous la direction de Jesko Hentschel (Directeur pays, MNC01), Eric Le Borgne (Responsable de pôle, MTI), Alexandre Arrobio (Représentant résident, Tunisie) et Abdoulaye Sy (Economiste Principale, MTI). L'équipe tient à remercier Muna Salim (Assistante de programme senior, MTI) et Rekaya Ben Mahmoud (Assistance de programme, MNCTN) pour leur soutien administratif.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les points de vue des membres du Conseil d'administration de la Banque Mondiale ou des pays qu'ils représentent.

Pour des informations sur la Banque mondiale et ses activités en Tunisie, veuillez visiter le site : <https://www.worldbank.org/en/country/tunisia> (anglais) ou <https://www.albankaldawli.org/ar/country/tunisia> (Arabe). Pour toute question ou observation sur le contenu de cette publication, veuillez contacter Massimiliano Cali (mcali@worldbank.org) ou Eric Le Borgne (eleborgne@worldbank.org).

La date limite pour la prise en compte des données et la préparation des prévisions est le 7 juillet 2022.

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

BCT	Banque Centrale de Tunisie	NAT	Nomenclature d'Activités Tunisienne
BNA	Banque Nationale Agricole	OCT	Office du commerce de la Tunisie
DT	Dinar Tunisien	OdC	Office des Céréales
FAO	Food and Agriculture Organization	ONAGRI	Observatoire National de l'Agriculture
FMI	Fond Monétaire International	PIB	Produit intérieur brut
INC	Institut National de la Consommation	PME	Petite et Moyenne Entreprise
INS	Institut National des Statistiques	RNE	Répertoire National des Entreprises
INT	Instance Nationale des Télécommunications	TEM	Tunisian Economic Monitor
Kw	Kilowatt	US	United States
MDT	Millions Dinars Tunisiens	WITS	World Integrated Trade Solution

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'accroissement des prix internationaux a exacerbé les vulnérabilités de l'économie

La guerre en Ukraine et l'accroissement des prix sur les marchés internationaux sont venus exacerber les vulnérabilités de l'économie tunisienne durant les premiers mois de 2022. Les conséquences de la guerre ont commencé à se faire sentir dans la mesure où le déficit commercial s'est creusé de 56 pour cent durant les six premiers mois de 2022 atteignant 8.1 pour cent du PIB. La baisse de la production de pétrole-gaz et l'augmentation de la demande de produits énergétiques et agricoles ont aggravé la vulnérabilité de la balance commerciale aux aléas des marchés internationaux.

L'explosion de la facture d'importation a causé des signes de détresse de la balance des paiements malgré la résilience de flux de capitaux de l'extérieur. Les pressions sur le dinar par rapport au dollar se sont accrues mais le niveau de réserves de changes est resté stable. L'accroissement des prix internationaux de biens a créé des pressions supplémentaires sur les finances publiques, à travers les dépenses de subventions principalement. Nos simulations suggèrent que les subventions énergétiques et les subventions alimentaires en 2022 augmenteraient par rapport à la loi de finances 2022 de 2.8 et de 0.4 points de pourcentage du PIB respectivement. L'accroissement

des subventions se traduit par des pressions sur l'endettement public, qui a sensiblement augmenté les années précédentes passant de 66.9 à 82.4 pour cent du PIB entre 2017 et 2021. Compte tenu des difficultés persistantes d'accès au financement international, la BCT continue de refinancer les émissions de bons de trésor, ce qui accroît la liquidité. Le recours croissant au financement local peut ainsi se traduire par un effet d'éviction du crédit au secteur privé.

Les pressions inflationnistes ont considérablement augmenté provenant surtout des marchés mondiaux et de l'augmentation des prix administrés (le taux d'inflation est passé de 6,7% en janvier 2022 à 8.1% en juin 2022). La hausse de l'inflation a poussé la Banque centrale à relever son taux directeur de 0,75 point de base, en mai 2022, la première hausse depuis octobre 2020. Le choc négatif sur les termes de l'échange de la Tunisie n'a jusqu'au premier semestre 2022 que peu impacté l'activité économique. La reprise des tourisme et du commerce ainsi que la bonne performance des secteurs des mines et des industries manufacturières ont stimulé la croissance de l'économie jusqu'à présent. La hausse du taux de croissance est censée améliorer le taux de chômage, qui est presque revenu au second trimestre 2022 à son niveau pré-crise (15.3 pour cent contre 15.1 pour cent du second trimestre 2019). L'amélioration du taux de croissance économique a été facilitée par le contrôle accru de la pandémie de COVID-19.

Dans un contexte mondial difficile, la reprise semble plus faible que précédemment prévu

Avec un taux de croissance prévu de 2.7 pour cent, l'économie semble sur une trajectoire de croissance légèrement inférieure à celle qui était précédemment prévue. L'accroissement prix de l'énergie et des aliments sur les marchés internationaux se traduira par un accroissement du déficit budgétaire, ce qui exacerbe les déficits jumeaux. La pénurie de céréales sur les marchés internationaux risque d'entraîner de nouveaux risques au niveau de la disponibilité sur le marché domestique. Le déficit budgétaire risque d'atteindre 9.1 pour cent en 2022 contre 7.4 pour cent en 2021. Les recettes fiscales pourraient augmenter grâce à quelques mesures pour mobiliser des impôts indirects supplémentaires. Les dépenses d'investissement pourraient diminuer en termes nominaux et en proportion des recettes fiscales, si les réformes des subventions, de la fonction publique et des entreprises publiques ne sont pas mises en oeuvre. Le financement du budget reste problématique vu l'importance du déficit budgétaire dans un contexte d'endettement stable à des niveaux assez élevés.

L'évolution des marchés internationaux rend plus urgent un solide programme de réformes, y compris du système de subventions alimentaires

Alors que la guerre en Ukraine a exacerbé les difficultés économiques, le gouvernement a annoncé un programme incluant plusieurs mesures pour soutenir l'économie et l'inclusion sociale. Une des propositions de réformes de ce programme est l'adoption d'un ajustement des prix des produits de base subventionnés

tout en compensant les ménages pour l'augmentation des prix qui suivra la levée progressive de la subvention.

La partie B du Bulletin souligne l'importance de ce type de réforme dans le cadre du système de subventions aux céréales, qui dominent les subventions des produits alimentaires. La Tunisie a depuis longtemps opté pour une politique de compensation consistant à maintenir les prix des céréales artificiellement bas. La partie B montre comment cette structure des subventions a permis de maintenir des prix bas et stables pour les consommateurs finaux. Mais, en même temps, elle a entraîné des résultats négatifs pour le budget de l'Etat, pour l'ensemble de la filière céréalière et pour la sécurité alimentaire des Tunisiens. Les faibles prix payés aux agriculteurs les ont amenés à abandonner la production de blé. Le système de contrôle des prix a réduit les incitations à l'investissement et à la concurrence pour les transformateurs de céréales, qui affichent un dynamisme et une productivité inférieures à ceux de tous les autres transformateurs alimentaires. La structure des subventions a aussi encouragé la surproduction — au niveau des transformateurs — et la surconsommation — au niveau des ménages — de céréales, avec des fuites en dehors de la consommation des ménages et des gaspillages importants.

Le système de subventions universelles a un coût qui est devenu insoutenable pour le budget de l'Etat en termes de subventions et d'importations. Le système actuel est mal préparé à faire face aux chocs. Les difficultés actuelles de la Tunisie à s'approvisionner de manière suffisante en blé ont entraîné des pénuries de produits céréaliers et des incertitudes quant aux approvisionnements futurs. Remplacer les prix subventionnés des céréales à la consommation par des transferts aux ménages améliorerait l'efficacité de la filière, réduirait le budget et les coûts d'importation et renforcerait la résilience du système alimentaire. Cette réforme est politiquement et socialement sensible. Le calendrier ainsi que la séquentialité de sa mise en place devraient être soigneusement examinés.

EXECUTIVE SUMMARY

Rising international prices have exacerbated economic vulnerabilities

The war in Ukraine and rising commodity prices have exacerbated the vulnerabilities of the Tunisian economy in the first months of 2022. The impact of the war began to be felt as the trade deficit widened by 56 percent in the first six months of 2022 reaching 8.1 percent of GDP. Lower oil and gas production and increased demand for energy and agricultural products have exacerbated the vulnerability of the trade balance to the vagaries of international markets.

The rapidly rising import bill has caused signs of balance of payments distress despite the resilience of external capital flows. The pressure on the dinar against the dollar increased but the level of foreign exchange reserves has remained stable. The increase in international commodity prices has created additional pressures on public finances, mainly through subsidy spending. Our simulations suggest that energy subsidies and food subsidies in 2022 would increase relative to the 2022 Budget Law by 2.8 and 0.4 percentage points of GDP respectively. The increase in subsidies translates into pressure on public debt, which between 2017 and 2021 had already increased from 66.9 to 82.4 percent of GDP. In view of the continuing difficulties in accessing international financing, the Central Bank continues to refinance treasury bond issuance, which increases

liquidity. The increasing use of local funding may lead to crowding out of credit in the economy.

Inflationary pressures increased significantly, mainly from global markets and higher administered prices (the inflation rate rose from 6.7 percent in January 2022 to 8.1 percent in June 2022). Rising inflation pushed the Central Bank to raise its policy rate by 0.75 basis points in May 2022, the first increase since October 2020. On the other hand the adverse terms of trade had only a mild impact on economic activity through the first semester of 2022. The recovery in travel and trade and the strong performance of mining and manufacturing boosted economic growth. The increase in economic growth rate could improve the unemployment rate, which returned close to pre-pandemic levels (15.3 percent in Q2 2022 versus 15.1 percent in Q2 2019). The increased control of the COVID-19 pandemic has also helped support economic growth.

With a challenging global environment, the economic recovery appears weaker than previously forecast

With a projected growth rate of 2.7 percent, the economy appears to be on a slightly lower growth path than previously expected. This is compounded by the worsening budget and trade deficits resulting from higher global commodity prices. The shortage of cereals on international markets could lead to new risks

of poor availability on the domestic market. The budget deficit is likely to reach 9.1 per cent in 2022 compared to 7.4 percent in 2021. Tax revenues could increase particularly through measures leveraging additional indirect taxes. Investment expenditures could fall in nominal terms and as a proportion of tax revenues if the reforms of subsidies, the public wage bill and state-owned enterprises are not implemented. The financing of the budget remains problematic given the size of the budget deficit in a context of stable debt at fairly high levels.

Rising commodity prices increase the urgency of decisive reforms, including the food subsidy system

As the war in Ukraine has created further challenges for the economy, the Tunisian government has announced a program that includes several measures to support the economy and social inclusion. One of the more timely proposals of this programme concerns the price adjustments of subsidized basic products while compensating vulnerable populations for the price increase.

Part B of the Bulletin highlights the importance of this type of reform in the context of the cereal subsidy system, which dominates food subsidies. Tunisia has long held a policy of keeping cereal

prices artificially low. Part B shows how this subsidy structure has maintained low and stable prices for consumers. But at the same time this has led to large losses for the State, for the entire wheat value chain and for the food security of Tunisians. The low prices paid to wheat farmers have increasingly led them to abandon wheat production. The price control system has reduced investment and competition incentives for cereal processors, which as a result appear to be less dynamic and productive than all other food processors. The structure of subsidies has also encouraged overproduction—at the processor level—and overconsumption—at the household level—of cereals, generating significant leakages and waste.

The cost of the universal subsidy system has become unsustainable for the state in terms of subsidies and imports. The system, as currently designed, is ill-prepared to deal with shocks. Indeed, Tunisia's current difficulties in obtaining sufficient wheat have led to shortages of cereal products and uncertainty about future supplies. Replacing subsidized cereal consumption prices with transfers to households would improve the efficiency of the system, reduce the fiscal and import costs, and strengthen the resilience of the food system. The timing of such politically and socially sensitive reform, including its sequencing, would need to be carefully considered.

ملخص

ارتفاع الأسعار العالمية يُوَجِّع هشاشة الاقتصاد

أدت الحرب القائمة في أوكرانيا وارتفاع الأسعار في الأسواق العالمية إلى تأجيج وضع الهشاشة في الاقتصاد التونسي خلال الأشهر الأولى من سنة 2022. وبدأت تداعيات الحرب تلقي بظلالها على الوضع القائم، فقد ارتفع العجز التجاري بنسبة 56% خلال السداسي الأول لسنة 2022 ليبلغ 8.1% من الناتج القومي الخام. وقد أدى انخفاض إنتاج النفط والغاز وارتفاع الطلب على المواد الطاقية والفلاحية إلى تفاقم هشاشة الميزان التجاري إزاء تقلبات الأسواق العالمية.

وقد تسبب الارتفاع الحاد في الواردات في ظهور علامات اضطراب في ميزان المدفوعات رغم صمود تدفقات رؤوس الأموال من الخارج. كما تزايدت الضغوط على الدينار إزاء الدولار الأمريكي، إلا أن مستوى الاحتياطي من العملة ظل مستقرًا.

وأدت الزيادة في أسعار السلع في الأسواق العالمية إلى خلق ضغوط إضافية على المالية العمومية، ولا سيما من خلال زيادة الإنفاق على الدعم. وتشير بياناتنا إلى أن دعم المواد الطاقية ودعم المواد الغذائية في عام 2022 سيرتفع على التوالي بنسبة 2.8 و 0.4 نقطة مئوية من الناتج المحلي الإجمالي مقارنة بقانون المالية لعام 2022. وتؤدي الزيادة في نفقات الدعم إلى ضغوط على الدين العام، الذي ارتفع في السنوات السابقة، من 66.9 إلى 82.4 في المائة من الناتج المحلي الإجمالي بين عامي 2017 و 2021. وبالنظر إلى استمرار الصعوبات في النفاذ إلى التمويل الدولي، يواصل البنك المركزي التونسي إعادة تمويل إصدارات سندات/الخبزينة مما يزيد السيولة. يمكن أن يؤدي الاستخدام المتزايد للتمويل المحلي إلى حدوث ما يسمى بـ«أثر المزاحمة» (effet d'éviction).

إرتفعت الضغوط التضخمية بشكل كبير، متأثرة على وجه الخصوص من الأسواق العالمية والزيادة في أسعار المواد المؤطرة (ارتفع معدل التضخم من 6.7% في جانفي/يناير 2022 إلى 8.1% في جوان/يونيو 2022). ودفع ارتفاع التضخم البنك المركزي إلى رفع نسبة الفائدة الرئيسية

ب0.75 نقطة أساس في ماي/مايو 2022، وهي أول زيادة منذ أكتوبر/تشرين الأول 2020. كما لم تؤثر الصدمة السلبية للأسعار في الأسواق العالمية على النشاط الاقتصادي خلال السداسي الأول من عام 2022 إلا بنسبة ضئيلة. أدى انتعاش قطاعي السياحة والنقل والأداء الجيد لقطاعي المناجم والصناعات المعملية إلى تحفيز نمو الاقتصاد. ومن المفترض أن تؤدي الزيادة في معدل النمو إلى تحسين معدلات البطالة التي عادت تقريبًا في الربع الثاني من عام 2022 إلى مستواها قبل الأزمة (15.3 في المائة مقابل 15.1 في المائة في الربع الثاني من عام 2019). وقد ساهم تحسن السيطرة على وباء كوفيد 19 في تحسين معدل النمو الاقتصادي.

في وضع إقتصادي عالمي صعب، يبدو الانتعاش أضعف مما كان متوقعًا في السابق

مع توقع تسجيل معدل نمو يبلغ 2.7 في المائة، يبدو أن الاقتصاد يسير على مسار نمو أقل قليلاً مما كان متوقعًا سابقاً. وسوف يؤدي ارتفاع الأسعار في الأسواق العالمية إلى زيادة عجز الميزانية، مما يتسبب في تفاقم العجز المزدوج. وقد يؤدي نقص الحبوب في الأسواق الدولية إلى مخاطر جديدة من حيث توافرها في السوق المحلية. ومن المرجح أن يصل عجز الميزانية إلى 9.1 في المائة في عام 2022 مقارنة بـ 7.4 في المائة في عام 2021 و 6.1 في المائة إذا لم يتم أخذ الزيادة في فاتورة الدعم بعين الاعتبار. ويمكن أن تزيد الإيرادات الضريبية بفضل بعض الإجراءات المتخذة لتعبئة ضرائب إضافية غير مباشرة. كما يمكن أن ينخفض الإنفاق الاستثماري بالقيمة الاسمية وكحصة من عائدات الضرائب، إذا لم يتم تنفيذ إصلاحات في منظومة الدعم والوظيفة العمومية والمؤسسات العمومية. و يمثل تمويل الميزانية اشكالا بالنظر إلى حجم عجز الميزانية في سياق تداين مستقر عند مستويات عالية إلى حد ما.

من تداعيات التطورات في الأسواق العالمية إستعجال وضع أجددة إصلاح قوية ، بما في ذلك إصلاح نظام دعم المواد الغذائية

في الوقت الذي فاقمت فيه الحرب في أوكرانيا من الصعوبات الاقتصادية، أعلنت الحكومة عن برنامج يتضمن عدة تدابير لدعم الاقتصاد والاندماج الاجتماعي. ويعتبر تبني تعديل أسعار السلع المدعومة مع تعويض الفئات عن زيادة الأسعار التي ستتبع الرفع التدريجي للدعم أحد مقترحات الإصلاح الأكثر ابتكارًا في إطار هذا البرنامج.

يسلط الجزء ب من المرصد الضوء على أهمية هذا النوع من الإصلاح في منظومة دعم الحبوب، وهو الدعم الذي يمثل الحصة الأكبر في دعم المواد الغذائية. لطالما تبنت تونس سياسة دعم تتمثل في إبقاء أسعار الحبوب منخفضة بشكل مصطنع. ويوضح الجزء ب كيف سمحت منظومة الدعم هذه بالإبقاء على الأسعار منخفضة ومستقرة لفائدة المستهلكين. لكن في الوقت نفسه، أدت هذه المنظومة إلى نتائج سلبية على ميزانية الدولة وعلى قطاع الحبوب بأكمله وعلى الأمن الغذائي للتونسيين. وقد دفعت الأسعار المنخفضة التي يحصل عليها مزارعو القمح

بهم إلى التخلي عن زراعة هذه المادة. وقلّ نظام التحكم في الأسعار من حوافز الاستثمار والمنافسة لمحوّلي الحبوب، مما أدى إلى ديناميكية وإنتاجية أقل مقارنة بجميع مصنعي الأغذية الآخرين. كما شجعت منظومة الدعم على الإفراط في الإنتاج — على مستوى الصناعة التحويلية — والإفراط في الاستهلاك — على مستوى الأسرة — للحبوب، مع تسجيل تسرب خارج الاستهلاك الأسري وهدر كبير.

لقد أصبح من الصعب على الدولة أن تواصل في تحمّل كلفة منظومة الدعم الشامل سواء من حيث مخصّصات الدعم أو الواردات. ولا تبدو المنظومة، في شكلها الحالي، مهيّئة لمواجهة الصدمات. أدت الصعوبات الحالية التي تواجهها تونس في الحصول على إمدادات كافية من القمح إلى نقص في منتجات الحبوب وإلى حالة من عدم اليقين بشأن الإمدادات المستقبلية. وسوف يؤدي استبدال أسعار الحبوب الاستهلاكية المدعومة بالتحويلات إلى الأسر إلى تحسين فعالية هذا القطاع الفرعي، وخفض تكاليف الميزانية المخصصة وكلفة الاستيراد، وإلى تعزيز مرونة النظام بالنظر لحساسية هذا الإصلاح سياسيا واجتماعيا ، من المستحسن النظر بعناية في برمجة تنفيذه من ناحية التوقيت والتسلسل الزمني لمختلف عناصره.

DERNIÈRES ÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES, PERSPECTIVES ET RISQUES

PARTIE

A

1. La hausse des prix des produits de base perturbe l'économie

La guerre en Ukraine et l'accroissement des prix sur les marchés internationaux sont venus exacerber les vulnérabilités de l'économie tunisienne durant les premiers mois de 2022. Cela risque d'aggraver les problèmes de reprise lente post-covid en grande partie due aux rigidités structurelles du climat des affaires (voir TEM Hiver 2022). Même si la reprise demeure modeste, les estimations du PIB en 2021 ont été révisées à la hausse en mars 2022 : la croissance en 2020 a atteint -8.7 pour cent au lieu de -9.2 précédemment annoncés et celle de 2021 a atteint 3.3 pour cent au lieu de 2.9 pour cent prévus dans le numéro précédent du TEM (Voir Encadré N°1). Les vulnérabilités sont particulièrement importantes pour les équilibres macroéconomiques, avec l'accélération de l'inflation et l'exacerbation probable de déficits jumeaux (déficit courant et déficit budgétaire).

La guerre en Ukraine affecte l'économie tunisienne principalement à travers le canal des importations de biens. La Tunisie est un grand importateur de produits énergétiques et de céréales.

La moitié des céréales importées proviennent d'Ukraine où la production est désormais incertaine. A la suite de la guerre, et vu l'accroissement des prix de ces produits essentiels, les importations (en valeur) ont augmenté ce qui a entraîné une détérioration du déficit commercial. La politique de contrôle des prix et des subventions universelles des produits de base, particulièrement celles des céréales, et des produits énergétiques accentue ces effets en empêchant la demande intérieure de s'ajuster aux fluctuations des prix internationaux.

Les conséquences de la guerre ont commencé à se faire sentir dans la mesure où le déficit commercial s'est creusé de 56 pour cent durant les six premiers mois de 2022 atteignant 11.8 milliards de dinars (8.1 pour cent de PIB). Comme illustré dans la Figure 1, l'accélération de l'accroissement des importations à partir de janvier 2022 est très importante. Cette accélération est portée par l'énergie et les produits agricoles qui enregistrent des records: plus de 1.4 milliards de dinars pour l'énergie et plus de 1.1 milliard de dinars pour les produits agricoles en mai 2022. Plus de 67 pour cent du creusement du déficit commercial est la conséquence du déficit de

ENCADRÉ 1 : RÉVISIONS DE CROISSANCE EN 2020 ET 2021

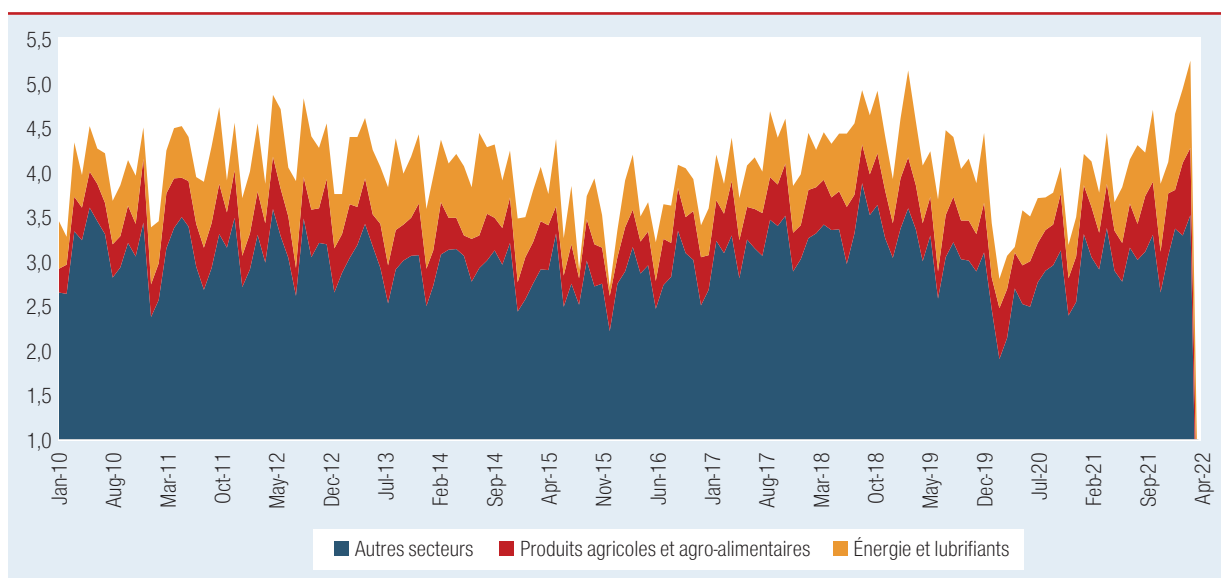
En mars 2022, l'INS a révisé les statistiques de la croissance économique pour 2020.^a Celle-ci s'est établie à 8.7 pour cent en 2020 au lieu de 9.2 précédemment annoncée. Ainsi, le PIB nominal de 2020 a été révisé à la hausse de 1.75 milliards de dinars pour atteindre 119.56 au lieu de 117.81 milliards de dinars.

De plus, les réalisations de 2021 sont meilleures que les prévisions (3.0 pour cent à prix constants). Selon les données de l'INS (mars 2022), la croissance économique en 2021 a atteint 3.3 pour cent. Ainsi, le PIB nominal de 2021 pourra atteindre 130.89 au lieu de 127.67 milliards de dinars précédemment estimés.

Ces révisions à la hausse (de 3.2 milliards de dinars) améliorent mécaniquement les ratios calculés en pourcentage du PIB. Ainsi, pour 2021, le déficit budgétaire (%PIB) est estimé à 7.4 au lieu de 7.7, la dette publique (%PIB) atteint 82.4 au lieu de 84.5 et le déficit courant (%PIB) est égal à 6.1 au lieu de 6.5.

^a Ces révisions sont habituelles et concernent les trois dernières années (comptes définitifs de l'année 2018, comptes semi-définitifs de 2019 et comptes provisoires pour 2020).

FIGURE 1 • Le rythme d'accroissement des importations de marchandises s'est accéléré durant les six premiers mois de 2022 (% PIB)



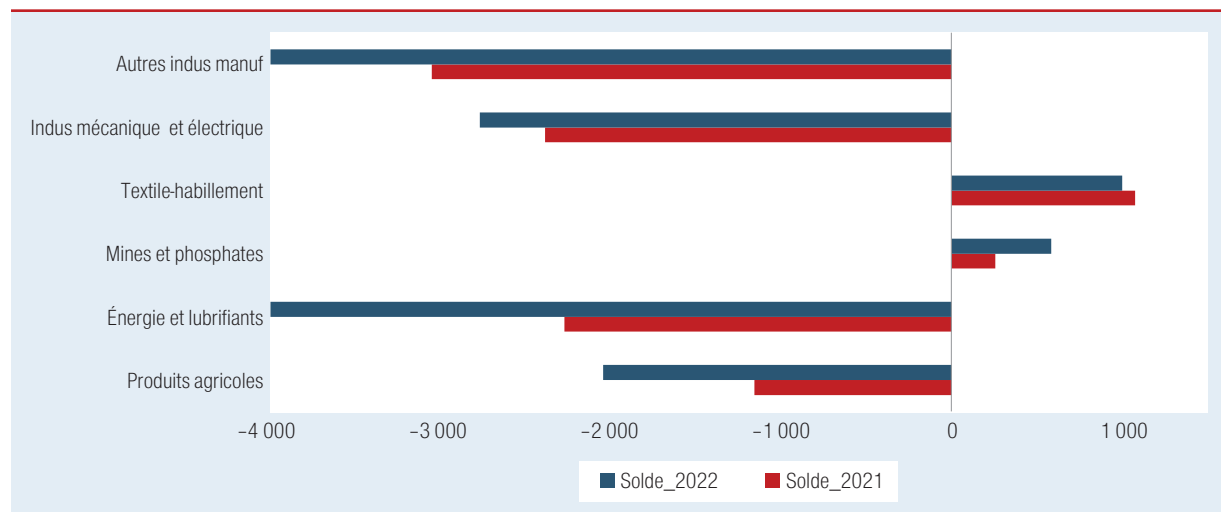
Source: INS.

ces deux secteurs (46.2 pour cent pour l'énergie et 20.9 pour cent pour l'agriculture).¹ Sur la période, le déficit des échanges de produits énergétiques s'est creusé de 86 pour cent pour s'établir à 4.2 milliards de dinars alors que le déficit des échanges de produits agricoles s'est creusé de 77 pour cent pour s'établir à 2.1 milliards de dinars. Les importations de produits énergétiques et agricoles ont représenté 56 pour cent et 47 pour cent du déficit commercial respectivement (Figure 2).

La baisse de la production de pétrole-gaz et l'augmentation de la demande de produits énergétiques et agricoles ont aggravé la vulnérabilité

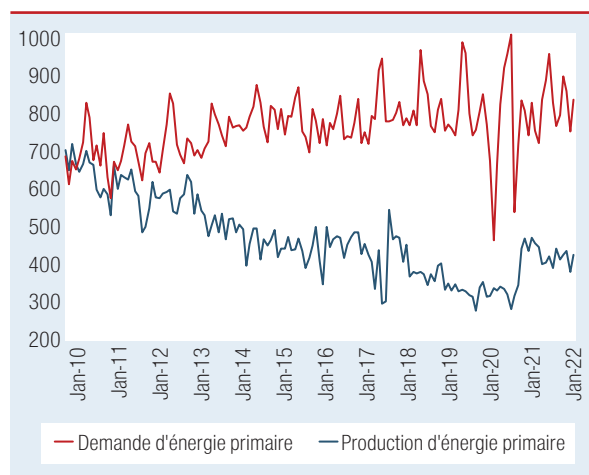
¹ Il est fort probable que les évolutions récentes des prix du pétrole ne soient pas totalement reflétées dans le déficit commercial dans la mesure où les prix dans les contrats sont indexés sur des moyennes des prix sur les marchés internationaux les mois précédant la signature. L'impact de l'accroissement du prix du pétrole sur les échanges sera complet durant le second semestre 2022.

FIGURE 2 • Les importations énergétiques et agricoles ont contribué à dégrader le solde commercial



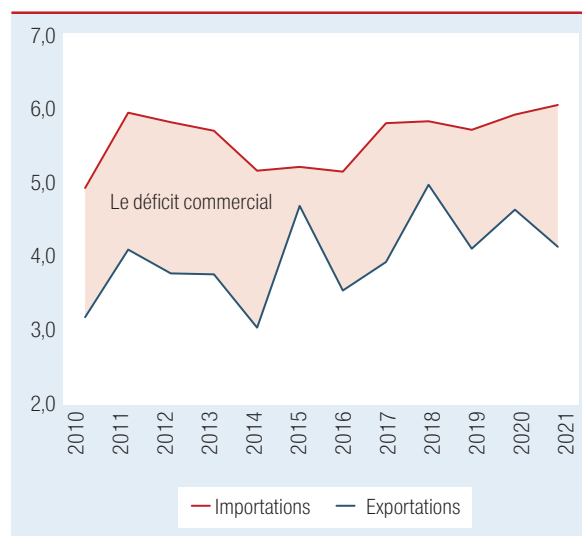
Source: INS.

FIGURE 3 • L'économie tunisienne est de plus en plus vulnérable aux variations du prix international du pétrole entrainant un creusement du déficit énergétique (tonne d'équivalent pétrole)



Source: Ministère de l'industrie et l'énergie.

FIGURE 4 • Le déficit commercial agricole en accroissement depuis 2011 (PIB %)

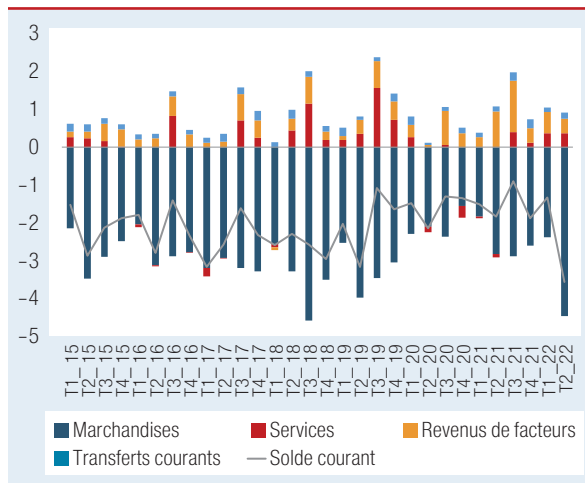


Source : INS.

de la balance commerciale aux aléas des marchés internationaux. La guerre en Ukraine a affecté principalement le marché de l'énergie et celui des céréales. Or, la production nationale de pétrole et gaz est en baisse constante depuis 2011 à cause du manque d'investissements dans la prospection les dernières années et les blocages de la production alors que la demande augmente continuellement. Comme le montre la Figure 3, le déficit énergétique

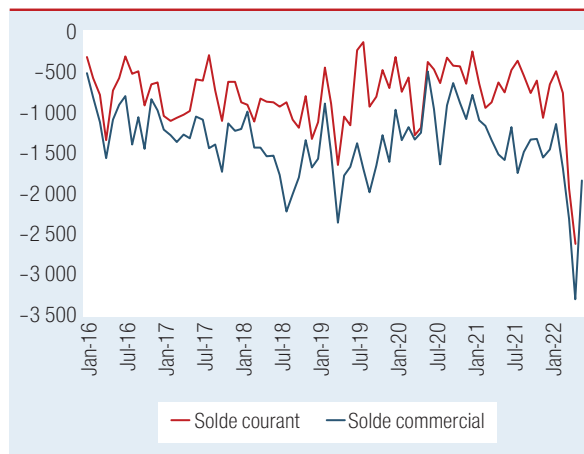
(en volume) a été multiplié par un facteur de 6.8 entre 2010 et 2021 dans la mesure où il est passé de 50 à 384 tonnes équivalent pétrole en moyenne mensuelle entre 2010 et 2021. Pour les produits agricoles et agroalimentaires, même si le taux de couverture des importations par les exportations est resté stable durant la dernière décennie, en valeur, le déficit commercial a plus que doublé en passant de 1.25 à 2.7 milliards de dinars entre 2010 et 2021 (Figure 4).

FIGURE 5 • La Balance courante a souffert des retombées de la guerre d'Ukraine (PIB %)



Source: Banque Centrale de Tunisie et INS.

FIGURE 6 • Le déficit commercial et le déficit courant atteignent des niveaux historiques depuis Avril (MDT)



Source: Banque Centrale de Tunisie et INS.

2. La balance courante est sous pression ...

Malgré l'augmentation de flux de capitaux de l'extérieur, la balance des paiements commence à montrer des signes de détresse en raison de l'explosion de la facture d'importation. Jusqu'au premier trimestre 2022, la balance des paiements a été résiliente grâce aux transferts de revenus des émigrés, aux services (notamment le tourisme) et à la maîtrise des importations. Le déficit courant a atteint 1.9 milliards de dinars durant le premier trimestre 2022 et est resté relativement stable depuis 2019 et est bien inférieur à celui du déficit du commerce de marchandises (Figure 5). Malgré l'accroissement des transferts des émigrés et à un degré moindre les recettes du tourisme, le déficit courant s'est nettement détérioré au cours du deuxième trimestre 2022. Il a atteint un record historique de 2.6 milliards de dinars durant le seul mois de mai 2022 (Figure 6). En mai, le déficit commercial s'est aggravé à cause de l'augmentation des prix de l'énergie et des céréales pour atteindre un creux historique de 3,3 milliards de dinars, soit une augmentation de 117 % par rapport à mai 2021. En juin le déficit s'est amélioré à 1,8 milliards de dinars.

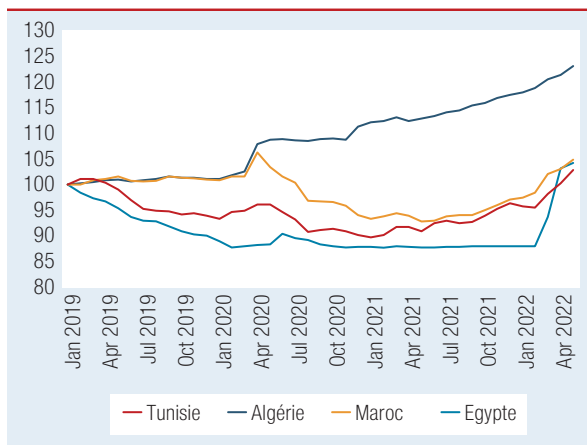
Les pressions sur le dinar par rapport au dollar se sont accrues mais le niveau de

réserves de changes est resté stable à un niveau adéquat. L'accroissement des importations, due à l'augmentation des prix internationaux et la reprise de l'activité ont contribué à la dépréciation du dinar par rapport au dollar US de 8 pour cent durant les six premiers mois de l'année en ligne avec les autres monnaies de la région (Figure 7). En revanche, le dinar est resté stable contre l'euro durant la même période. La dépréciation peut créer des pressions supplémentaires sur l'inflation et/ou le niveau de réserves. Les réserves de change restent relativement stables à 122 jours d'importations à la fin de juin. La résilience des réserves tunisiennes est remarquable dans le contexte régional (Figure 8).

3. Les Finances Publiques sont sous pression

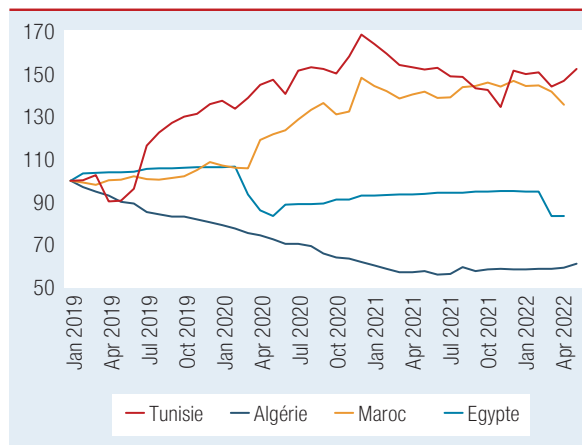
L'accroissement des prix internationaux de biens a créé des pressions supplémentaires sur les finances publiques, à travers les dépenses de subventions principalement. La politique de subventions de la Tunisie vise à protéger le pouvoir d'achat des consommateurs en contrôlant et en maintenant stables les prix de détail d'un certain nombre de produits et services. Il s'agit principalement des

FIGURE 7 • Le dinar s'est déprécié par rapport au dollar US en ligne avec les autres monnaies de la région (Jan 2019=100)



Source: FMI.

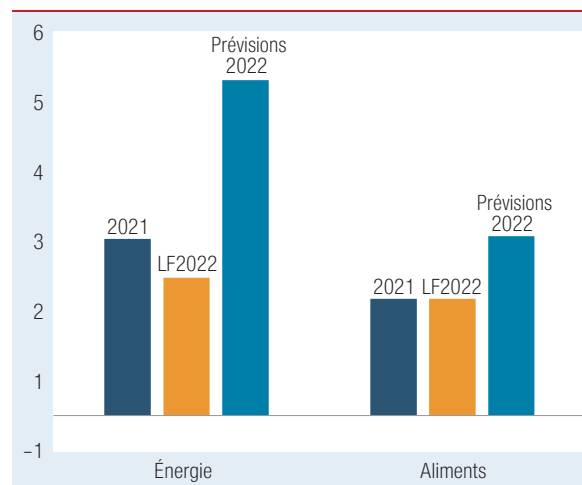
FIGURE 8 • Les avoirs nets en devises restent stables à un niveau adéquat par rapport aux autres pays de la région (Jan 2019=100)



Source: FMI.

produits énergétiques (électricité, gaz, carburant) et des produits issus de céréales (pain, couscous, pâtes) en plus des biens et services dont le coût de production dépend fortement de ces produits (par exemple transport, eau). L'accroissement des prix internationaux se traduit naturellement par une augmentation des subventions et transferts aux entreprises chargées de mettre en œuvre cette politique, annulant par la même le bénéfice fiscal des ajustements des prix énergétiques adoptées jusqu'à mai 2022 (voir Encadré 2). En dépit de ces réformes, les subventions dépendent encore, en grande partie, des fluctuations de prix sur les marchés internationaux de pétrole-gaz et céréales – voir la Partie B de ce bulletin. Si on considère un prix du baril de US\$ 103 (prix moyen des premières 5 mois de 2022), nos simulations suggèrent que les subventions énergétiques en 2022 augmenteraient par rapport à la loi de finances 2022 de 2.9 milliards de dinars (sur la base d'un baril à 75 dollars US) à 7 milliards de dinars, soit 4.8 pour cent du PIB. De même, en calculant l'élasticité des subventions au prix international du blé, les subventions alimentaires augmenteraient de 3.8 milliards de dinars estimées dans la loi de finances à 4.3 milliards de dinars si la moyenne des prix de blé tendre et blé dur des cinq premiers mois se maintient (voir partie B pour plus de détails) (Figure 9).

FIGURE 9 • Les subventions additionnelles peuvent coûter 3.3 pour cent du PIB (subventions énergétiques et alimentaires % PIB)



Source: Loi de Finances 2022 et Elaborations de la Banque Mondiale basées sur le budget 2022 et WITS.

Note: Les prévisions 2022 des subventions de l'énergie sont fondées sur les hypothèses de la Loi des Finances 2022, qui prévoit l'élasticité des subventions énergétiques par rapport au prix du pétrole (c.-à-d. 137 millions de DT supplémentaires pour chaque augmentation de 1 \$ US du prix international du pétrole) et par rapport au taux de change du dollar US-DT (c.-à-d. 40 millions de DT supplémentaires pour chaque dépréciation de 10 millimes). La loi des Finances suppose un prix international de 75 dollars le baril. Les prévisions 2022 des subventions alimentaires sont basée sur les estimations des subventions de la loi des finances 2022 qui assume un prix du blé tendre et blé dur de Novembre 2021. Le taux de croissance du prix international de blé tendre et blé dur des cinq premiers mois de 2022 par rapport à novembre 2021 est par la suite appliqué (données de PinkSheet de la Banque Mondiale). Pour l'augmentation du prix de l'orge, pour lequel les données ne sont pas disponibles au PinkSheet, l'accroissement moyen du prix du blé tendre et blé dur est appliqué. Ensuite les valeurs estimées de subvention de blé tendre, blé dur et orge dans la Loi des Finances sont augmenté par cette différence en pourcentage des prix.

ENCADRÉ 2 : AJUSTEMENT DES PRIX DES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES

En avril 2021, un nouvel arrêté révisant la règle d'ajustement du prix du carburant a été adopté par le gouvernement. Cet arrêté permet une révision mensuelle maximale du prix de vente au public de cinq pour cent (5 %).

C'est pour limiter la valeur des subventions et rationaliser les importations que le gouvernement a décidé dans la loi de finances d'appliquer l'arrêté en 2022 (mais avec des ajustements de 3 pour cent et ne concernant pas les bouteilles de gaz pour limiter l'impact sur les catégories vulnérables). Depuis le début de l'année, trois révisions du prix du carburant ont été actées (janvier, février et avril). Celle d'Avril a même été de cinq pour cent pour certains produits vu l'ampleur du choc de la guerre sachant que le budget prévisionnel des subventions de carburants (1.62 milliards de dinars) a été calculé sur la base du prix du baril à 75 dollars US.

Pour l'électricité, le budget prévu des subventions s'élève à 1.62 milliards de dinars. En février 2022, un comité technique a été créé pour concevoir et mettre en place les mécanismes et de proposer les ajustements nécessaires dans le but de réduire de manière progressive et durable les subventions à l'électricité et au gaz naturel tout en préservant les tarifs sociaux.

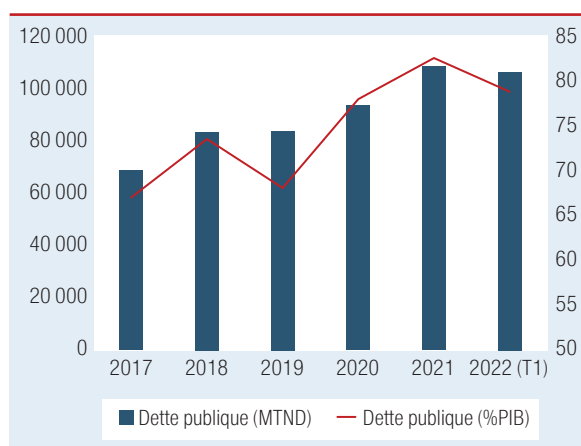
Les prix de l'électricité et du gaz naturel ont été révisés à la hausse en mai, sauf pour les tranches sociales (moins de 200 Kw par mois). De plus, et afin de ne pas pénaliser la compétitivité des industries utilisant la moyenne tension, les augmentations seront graduelles (sur six mois).

4. La dette reste stable, à des niveaux élevés et son remboursement coûte cher

Les déficits cumulés des années précédentes ont accru l'endettement public qui est passé de 68.2 à 107.8 milliards de dinars entre 2017 et 2021, soit un accroissement annuel moyen de 12 pour cent. En pourcentage du PIB, l'endettement public n'a cessé d'augmenter pour atteindre 82.4 pour cent du PIB en 2021. A l'issue du premier trimestre 2022, l'endettement public a atteint 105.8 milliards de dinars (Figure 10). Le niveau reste assez élevé quoiqu'en légère diminution grâce à l'accroissement nominale du PIB.² Le service de la dette a atteint 14.8 milliards de dinars en 2021 soit 11.3 pour cent du PIB. Durant le seul premier trimestre 2022, le service de la dette a atteint 3.8 milliards de dinars (2.6 pour le remboursement du principal et 1.2 pour le remboursement des intérêts). Les intérêts ont augmenté de 13.5 pour cent par rapport au premier trimestre 2021 représentant 53 pour cent de l'accroissement total des dépenses (hors remboursement du principal de la dette).

Compte tenu des difficultés persistantes d'accès au financement international, la BCT continue de refinancer les émissions de bons de trésor, ce qui accroît la liquidité. Certains donateurs multilatéraux et bilatéraux, dont la Commission Européenne, la Banque Mondiale et l'Afreximbank, ont déboursé de nouveaux fonds au cours du premier semestre 2022. Cependant,

FIGURE 10 • Au premier trimestre 2022, l'endettement public a légèrement diminué (en %PIB) mais reste élevé (78.7 pour cent)
(Million Dinars et pour cent PIB)



Source : Ministère des Finances et INS.

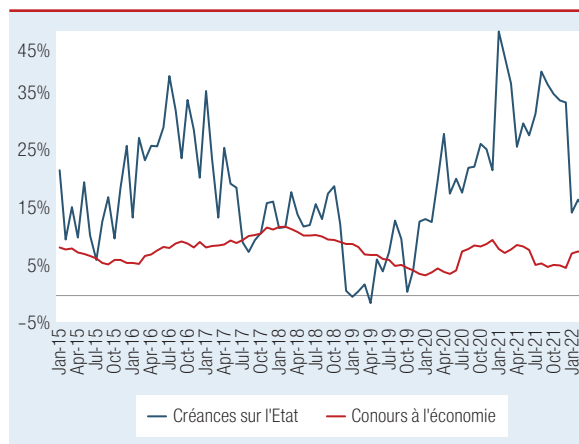
l'accès de la Tunisie au financement étranger reste limité. Cet accès limité est problématique compte tenu du grand besoin de financement de la Tunisie. La Loi de Finances 2022 prévoit un besoin de 19,9 milliards de dinars (13,7 pour cent du PIB), mais cette somme devrait augmenter compte tenu des besoins budgétaires accrus en raison de la guerre en Ukraine, comme discuté ci-dessus. En conséquence, le gouvernement a eu

² Le PIB annuel au 31 mars 2022 a été estimé en utilisant l'accroissement mensuel moyen prévu pour 2022.

recours au financement national par l'intermédiaire des banques locales. Cela a entraîné une augmentation du taux de refinancement par la Banque centrale au cours de la première moitié de l'année.

Le recours croissant au financement local se traduit par un effet d'éviction du crédit au secteur privé. En effet, l'injection de liquidités à travers les opérations de refinancement oriente la liquidité bancaire vers les crédits à l'Etat aux dépens du secteur privé. Les créances du système bancaire sur l'Etat continuent à évoluer selon un rythme annuel supérieur à 15 pour cent alors que les concours à l'économie évoluent à un rythme décroissant proche de 10 pour cent (Figure 11). Au final, la part des créances sur l'Etat dans les concours à l'économie a plus que quadruplé depuis 2019 passant de 10 pour cent à 40 pour cent, environ.

FIGURE 11 • La part des créances du système bancaire sur l'Etat par rapport au concours à l'économie a augmenté de 10 points depuis 2015 (croissance annuelle en pourcentage)



Source: Banque Centrale de Tunisie.

5. et l'inflation augmente à des niveaux records jamais atteints depuis une trentaine d'années

Les pressions inflationnistes ont considérablement augmenté provenant surtout des marchés mondiaux et de l'augmentation des prix administrés. L'injection de liquidités est venue à un moment

de hausse de l'inflation en raison des augmentations des prix mondiaux et des prix administrés (voir Encadré 3). Le niveau général des prix a ainsi augmenté et l'inflation a atteint 8.1 pour cent en juin 2022, dépassant son niveau historique de mi-2018 (Figure 12). L'inflation n'a pas atteint ce niveau depuis octobre 1991. Le taux d'inflation a été particulièrement élevé pour les produits

ENCADRÉ 3: LES DIFFICULTÉS DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MONDIALE ET L'INFLATION EN TUNISIE

La hausse de la demande mondiale après la COVID-19 depuis 2021 a perturbé les chaînes d'approvisionnement, submergent la capacité du transport maritime en raison des retards de livraison, de la pénurie de matériaux de production et de l'augmentation des prix de transport. Des rapports indiquent, par exemple, que le coût du transport entre la Chine et les États-Unis a triplé entre 2021 et 2022.^a Les mesures de confinement liées à la COVID-19 en Chine depuis mars 2022 ont aggravé la crise. Cela a affecté les coûts pour les producteurs Tunisiens, y compris les agriculteurs, qui dépendent des intrants importés.

L'augmentation des coûts a été aggravée par la guerre en Ukraine, qui a perturbé l'approvisionnement en engrais, un intrant clé pour les agriculteurs, ainsi que celui des céréales. Alors que les prix des produits céréaliers sont administrés en Tunisie, les pénuries de matières premières et les retards dans les paiements de subventions par l'État aux transformateurs alimentaires auraient poussé certains producteurs et détaillants à augmenter les prix.^b

En outre, la décision du gouvernement d'augmenter modérément les prix du carburant pour contenir en partie l'escalade des subventions et des importations énergétiques a accentué la pression sur les prix (voir Encadré 2). Cela fait augmenter les coûts de production, car le carburant est un intrant important pour divers secteurs, y compris l'agriculture.

^a Voir Daniel, W. (2022), "Companies are beginning to panic": Experts say China's lockdowns will make inflation and the supply chain nightmare even worse", Fortune, <https://fortune.com/2022/04/23/china-lockdowns-inflation-supply-chain-nightmare-shanghai/>.

^b Les prix du pain et des céréales, par exemple, ont augmenté de 4,7 % en Mai, contre 2,8 % en Janvier.

ENCADRÉ 4: L'IMPACT DISTRIBUTIF DE L'INFLATION DES PRIX EN TUNISIE

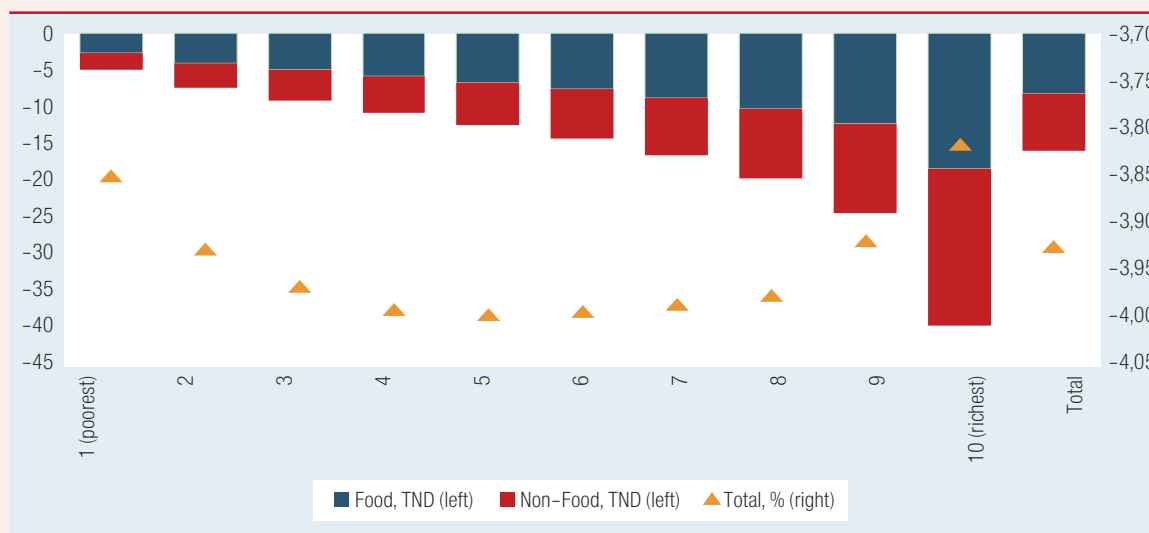
Nous simulons l'impact de l'épisode d'inflation en cours sur le bien-être des ménages en utilisant le modèle *subsim*, qui permet de modéliser non seulement les effets statiques des changements de prix sur le budget des ménages, mais aussi la réponse de la consommation à ces changements de prix.

Pour calculer ces effets, nous comparons les données sur l'inflation pour les produits alimentaires et non alimentaires au cours des cinq premiers mois de 2022 en se basant sur les données de la dernière enquête disponible sur le budget des ménages, *l'Enquête nationale sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages*, collecté par l'INS en 2015. L'agrégat de consommation et le seuil de pauvreté de l'enquête ont été déflatés aux prix de 2021. L'échantillon a également été rééquilibré en fonction de la croissance de la population entre 2015 et 2021.

L'impact distributif de l'inflation dépend de la structure de consommation des ménages. Plus les ménages sont pauvres, plus la part de la consommation consacrée à l'alimentation est élevée. Cela donne à penser que l'augmentation des prix des aliments aurait un plus grand impact sur les classes basses de la distribution. D'autre part, le système actuel de subventions des produits réduit les augmentations de prix de nombreux produits alimentaires consommés par les ménages les plus pauvres. Environ 13 % de la consommation totale des ménages pauvres est consacrée à des biens subventionnés, dont 7,6 % consacrés à la nourriture, y compris les produits céréaliers, le sucre et l'huile végétale. Toutefois, la plupart des avantages des subventions vont aux ménages aisés (voir partie B), tant en termes d'avantages par habitant qu'en termes de part des biens subventionnés dans la consommation totale.

Selon nos estimations, la hausse des prix des produits alimentaires et non alimentaires entre janvier et mai 2022 a réduit le bien-être moyen par habitant d'environ 15,9 DT par mois, soit environ 3,9 % de la consommation moyenne (figure B1). Cet impact varie de 4,9 DT pour le décile le plus pauvre à 39,4 DT pour le plus riche. Ces impacts absolus sont induits par les niveaux de consommation qui augmentent en revenu. En termes relatifs, cependant, les catégories un peu plus touchées par l'inflation sont celles appartenant au 4e jusqu'au 6e décile de la répartition des dépenses.

FIGURE B1 • L'inflation a affecté toutes les classes de la distribution des dépenses
(Impact simulé sur la consommation mensuelle par habitant en raison des variations de prix pour les produits alimentaires et non alimentaires et par décile, DT (gauche) et pourcentage de dépenses (droite))

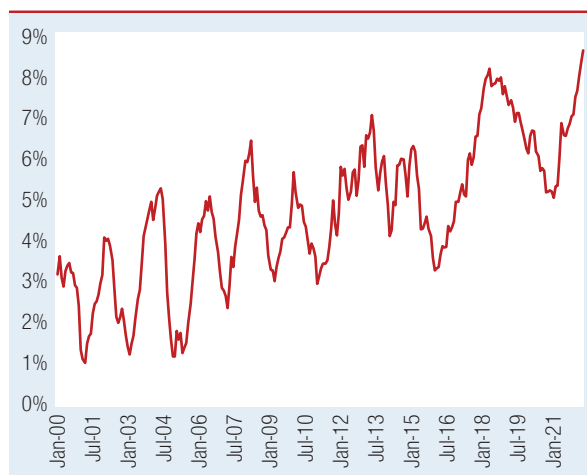


Source: Simulations de la Banque mondiale fondées sur les données de l'inflation et de l'Enquête nationale sur le budget des ménages, la consommation et les niveaux de vie 2015.

alimentaires (9,8 pour cent en juin) en dépit du contrôle des prix sur un grand nombre d'entre eux (voir partie B). D'autres catégories connaissant une forte hausse des prix comprennent l'électricité, le gaz et autres combustibles liés au logement (12,5 %) et les dépenses d'utilisation des

véhicules (9,5 %), qui reflètent les récentes réformes des tarifs de l'énergie par le gouvernement (voir encadré 2). Selon nos estimations, l'inflation au cours des cinq premiers mois de 2022 a coûté aux ménages tunisiens moyens près de 4 % des dépenses (voir encadré 4).

FIGURE 12 • L'inflation est à son plus haut niveau depuis trois décennies
(Taux de croissance des prix à la consommation)



Source : Banque Centrale de Tunisie.

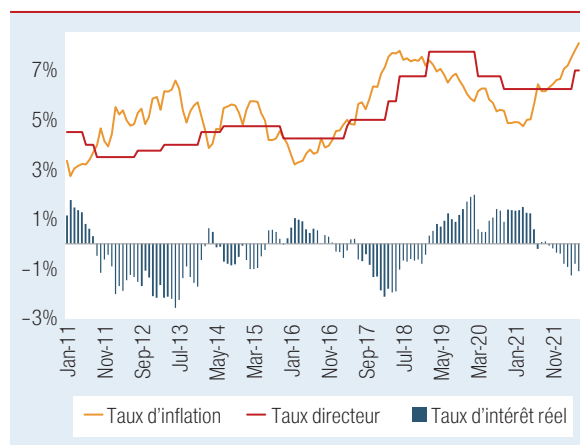
La hausse de l'inflation a poussé la Banque centrale à relever son taux directeur de 0,75 point de base, la première hausse depuis octobre 2020.

La Banque Centrale a augmenté le taux directeur à 7 pour cent, après une longue période de maintien du taux directeur constant (Figure 13). Malgré cette hausse, le taux d'intérêt demeure négatif en termes réels. Cet accroissement du taux directeur vise à limiter les crédits en augmentant leurs coûts. En conséquence, il vise à réduire la demande d'importation, préserver les réserves de change et de renforcer la Dinar. L'enjeu étant d'éviter une spirale inflationniste alimentée par une boucle prix-salaires. L'efficacité de cette politique dépendra des mesures d'accompagnement ainsi que de la capacité d'initier une stabilisation macroéconomique et lancer les réformes structurelles nécessaires pour reprendre une trajectoire soutenable.³

6. La croissance a légèrement diminué et le taux d'activité du travail reste faible

Le choc négatif sur les prix internationaux a commencé à avoir un impact sur l'activité économique. Durant le premier semestre 2022, le PIB a augmenté, à prix constants, de 2.8 pour cent par

FIGURE 13 • La Banque Centrale a relevé son taux directeur de 0.75 points à 7 pour cent mais les taux d'intérêt réel restent négatifs
(variation en pourcentage)



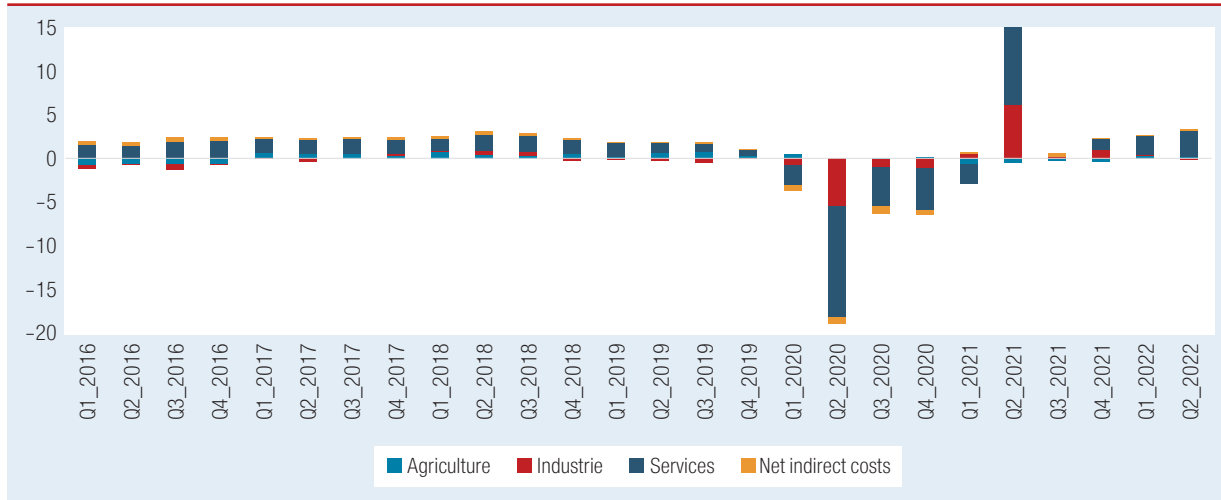
Source : Banque Centrale de Tunisie.

rapport au premier semestre 2021 (Figure 14). Le PIB a ainsi atteint 95.8 pour cent de son niveau pré-crise (quatrième trimestre 2019). Grâce à une croissance de 4.3 pour cent, les services (marchands et non marchands) ont le plus contribué à la croissance annuelle (90.6 pour cent). Contrairement au premier semestre 2021 (où la croissance était -5.6 pour cent), l'agriculture a contribué à raison de 8.8 pour cent à la croissance durant le premier semestre grâce à une augmentation de sa valeur ajoutée de 2.6 pour cent. En revanche, l'industrie a contribué négativement à raison de -3.1 pour cent (croissance -0.4 pour cent).

La reprise des voyages et du commerce et la bonne performance des secteurs des mines et manufacturières ont stimulé la croissance de l'économie jusqu'à présent. Le tourisme et le transport ont continué à se remettre de la crise de la COVID-19, les secteurs des Services d'hôtellerie, de café et de restauration et du transport et entreposage

³ La banque centrale, dans les communiqués de son conseil d'administration, a souligné à plusieurs reprises que la priorité devrait être accordée aux réformes structurelles économiques et fiscales plutôt que la politique monétaire pour réduire l'inflation, adresser la crise économique et remettre l'économie sur une trajectoire durable.

FIGURE 14 • La croissance du PIB a augmenté modérément pendant le premier semestre 2022

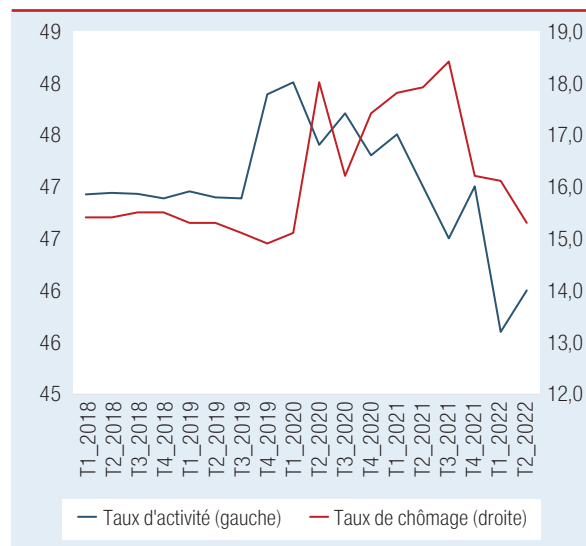


Source: INS.

ayant connu une croissance de 24.9 pour cent et 13.4 pour cent respectivement au premier semestre de 2022. Près de la moitié de la croissance de l'économie au premier semestre (43.5 pour cent) provient de ces secteurs. Pourtant, ces secteurs sont encore bien en deçà de la période précédant la pandémie, ce qui laisse davantage de place à la croissance pour le reste de l'année. La majeure partie du reste de la croissance provient des secteurs primaires, en particulier les mines, qui ont bénéficié de l'accélération de la production de phosphate et industries manufacturières (textile-habillement-cuir, industries mécaniques et électriques et agroalimentaire notamment) qui ont profité de la reprise de la demande internationale après la pandémie.

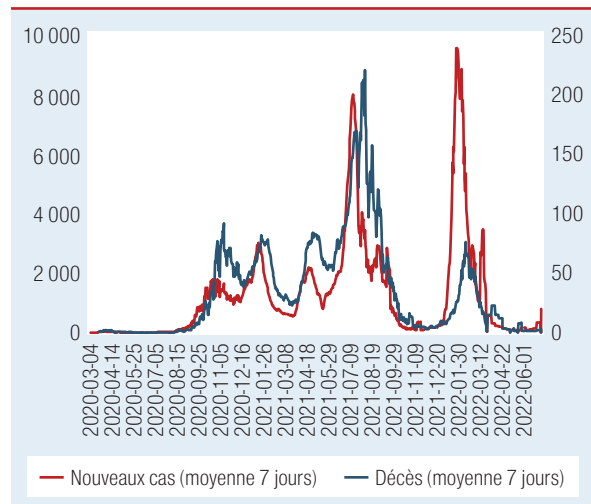
Le taux de croissance modéré n'a pas encore permis de renverser la baisse du taux d'activité du marché du travail. Depuis la crise, 111.1 mille emplois ont été perdus, soit 2.7 pour cent de la population active et 1.2 pour cent de la population en âge d'activité (150.5 mille emplois ont été perdus pour les hommes et 39.4 mille emplois gagnés pour les femmes). La baisse globale du nombre d'emplois a contribué à réduire la population active et par conséquent le taux d'activité du travail (Figure 15). Le taux d'activité des hommes a baissé de 70 pour cent au premier trimestre 2020 à 65.3 pour cent au second trimestre 2022. Le taux de participation des femmes reste stable à des niveaux très faibles, soit 27.5 pour cent au second trimestre

FIGURE 15 • Le chômage revient à son niveau pré-crise et baisse du taux d'activité



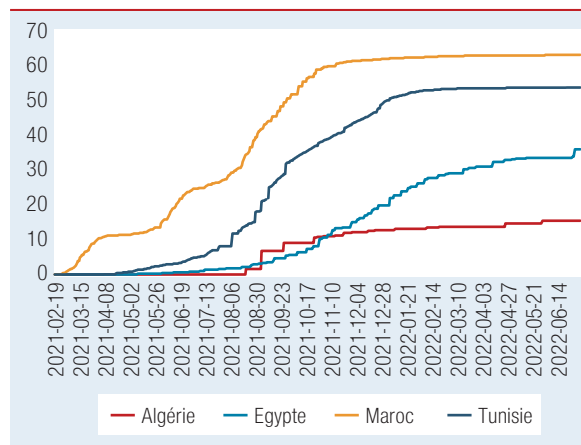
2022 (même niveau que deux ans auparavant). Il est fort probable que cette faible participation des femmes sur le marché du travail reflète un niveau important de travail informel. En même temps le taux de chômage est presque revenu au second trimestre 2022 à son niveau pré-crise (15.3 pour cent contre 15.1 pour cent du second trimestre 2019). Cette baisse est partiellement due à l'augmentation du nombre de travailleurs découragés, qui coïncide avec la baisse du taux de participation.

FIGURE 16 • La vague de l'hiver 2022 a été la plus importante en nombre de cas, mais pas en termes de décès...



Source: Our World in Data.

FIGURE 17 • ...et la campagne de vaccination a commencé relativement en retard et s'est accélérée durant l'été 2021 (pourcentage population totalement vaccinée = 2 doses)



Source: Our World in Data.

7. La pandémie est de plus en plus sous contrôle

L'amélioration du taux de croissance économique a été facilitée par le contrôle accru de la pandémie de COVID-19. Après un impact important sur l'économie en 2021 vu les mesures pour l'endiguer, la pandémie du Covid semble sous contrôle depuis l'hiver 2022. En effet, depuis fin janvier 2022, le nombre de cas ne cesse de diminuer. Au total, la Tunisie a connu cinq vagues. En termes de nombre de cas, celle de janvier 2022 (avec 9400 cas quotidiens sur une moyenne de sept jours) est la plus importante. En revanche, celle de l'été 2021 aura été la plus meurtrière, avec presque 200 décès par jour durant la première moitié de juillet 2021 (Figure 16). Au total, en date du 30 Juin 2022, 28691 décès ont été recensés. La Tunisie est ainsi classée 35ème en termes de nombre de décès par million d'habitants⁴. Au total, plus de 50 pour cent des Tunisiens sont vaccinés. La campagne de vaccination qui a commencé en retard l'année dernière, et qui s'est accélérée en août 2021 a sûrement contribué à limiter la gravité de la vague de l'hiver 2022 (Figure 17).

⁴ Source : <https://www.worldometers.info/coronavirus/#countries>.

8. Perspectives de Croissance très incertaines

Avec un taux de croissance prévu de 2.7 pour cent, l'économie semble sur une trajectoire de croissance légèrement inférieure à celle qui était précédemment prévue.⁵ En effet, si le rythme de croissance continue (soit 0.8 points de croissance trimestrielle comme c'était le cas, en moyenne entre le deuxième trimestre 2021 et le deuxième trimestre 2022), l'économie pourra réaliser une croissance annuelle de 2.7 pour cent en 2022.⁶ Cela permettrait au PIB d'atteindre 96.8 pour cent du niveau de 2019 (contre 95 pour cent en 2021). Toutefois, si la tendance de reprise pré-guerre se poursuit (1.27 point de croissance entre le deuxième trimestre 2021 et le premier trimestre 2022), l'économie pourra réaliser un taux de croissance de 3.1 pour cent. Ce scénario optimiste est moins probable que le premier dans la mesure où l'effet rebond du second semestre de 2021 risque de s'estomper en raison des

⁵ Cette croissance est estimée à prix de facteurs constants. La croissance à prix de marché constant est estimée à 3.7 pour cent.

⁶ Ce taux est plus élevé du 3 pour cent prévus par la Banque Mondiale en avril 2022 lorsque les chiffres du premier trimestre n'avaient pas encore été publiés.

conséquences de la guerre. En revanche, si la baisse de la demande européenne se confirme et les conséquences des restrictions budgétaires se font sentir à court terme (baisse de la consommation, baisse de l'investissement public), la tendance positive risque de s'inverser et un scénario pessimiste peut conduire à une croissance en 2022 de 2.4 pour cent.

L'accroissement des prix sur les marchés internationaux se traduira par un accroissement du déficit budgétaire, ce qui exacerberait les déficits jumeaux. Vu que le système de subventions maintient les prix aux consommateurs fixes et bas, l'accroissement des prix sur les marchés internationaux ne se traduira probablement pas par une baisse des quantités consommées. L'augmentation de la valeur des importations sera donc proportionnelle à celle des prix internationaux, résultant ainsi, en une détérioration de la balance commerciale et la balance des paiements. Si la tendance des importations jusqu'au mois de juillet se confirme, le déficit courant risque d'atteindre 10 pour cent du PIB en 2022 au lieu de 6.1 pour cent initialement estimés.⁷

La pénurie de céréales sur les marchés internationaux risque d'entraîner de nouveaux risques au niveau de la disponibilité des céréales et dérivés sur le marché domestique. La Tunisie est fortement dépendante des importations en blé pour satisfaire ses besoins. Environ, de 74 pour cent de la consommation domestique de céréales est importée (moyenne 2016–2020). Pour le blé tendre, la part atteint 95 pour cent. Cette dépendance expose la Tunisie à des risques significatifs vue la pénurie potentielle de céréales sur les marchés internationaux (à cause de la guerre et des conditions climatiques défavorables en Russie). La Tunisie a une capacité de stockage de 6 mois pour les céréales même si les stocks actuels ne sont pas importants. La dépendance aux céréales provenant d'Ukraine, qui ont représenté 50 pour cent des importations en 2019 aura tendance à amplifier ces risques.

Le déficit budgétaire risque d'atteindre 9.1 pour cent en 2022 contre 7.4 pour cent en 2021. Le déficit primaire pourrait aussi atteindre des niveaux très élevés : 6.2 pour cent du PIB en 2022 contre 4.6 pour cent en 2021. L'accroissement des subventions se traduirait par des pressions sur le budget dans la

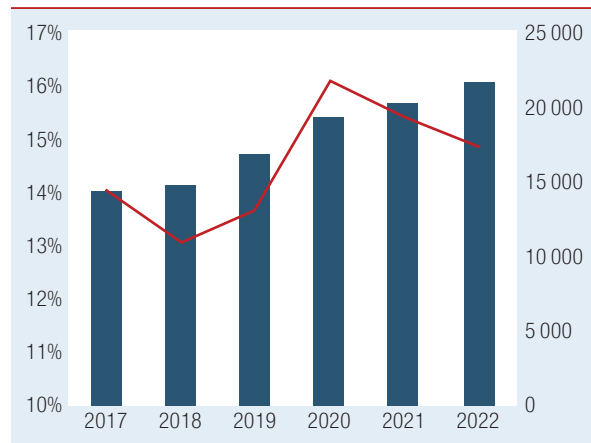
mesure où les autres dépenses, et particulièrement la masse salariale sont incompressibles. La masse salariale augmentera de 7 pour cent en termes nominaux, pour atteindre 14.9 pour cent du PIB en 2022 contre 15.4 pour cent en 2021. L'ajustement vers le niveau 2019 (13.7 pour cent du PIB) ne pourra pas se faire cette année (Figure 18). La compression de la croissance des salaires nominaux est difficilement réalisable vu le niveau de l'inflation qui est plus important que prévu. Au même moment, le nombre de fonctionnaires restera plus ou moins stable. Le plan de retraite anticipée décidé par le gouvernement peut se traduire par le départ de 25000 fonctionnaires (3.8 pour cent des fonctionnaires).⁸ Cette réduction sera en grande partie compensée par le recrutement de 19000 nouveaux fonctionnaires (principalement les conséquences de régularisations) dont plus que la moitié bénéficieront aux ministères de la défense et de l'intérieur.

Les revenus fiscaux augmenteront grâce à quelques mesures pour mobiliser des impôts indirects supplémentaires. Conformément à l'évolution du premier trimestre 2022, ils augmenteront de 15 pour cent contre 12 pour cent en 2021 suite à une baisse de 6 pour cent en 2020 (Figure 19). En plus des recettes provenant de l'amnistie fiscale inscrite dans la loi des finances, l'accroissement prévu est expliqué principalement par les impôts indirects grâce à quelques réformes incluant les droits d'accise sur les produits énergétiques, le tabac et les boissons alcoolisées, les droits de douane sur certains produits de consommation finale tels que les téléphones mobiles, alimentation, produits d'hygiène, marbre et parfums; les taxes de circulation, et l'ajustement du prix des cigarettes. Les recettes fiscales continuent ainsi à être dominées par les taxes indirectes et les impôts sur les revenus.

⁷ Les projections du compte courant ont été effectuées sur la base de l'évolution des exportations, importations et transferts de revenus lors des cinq premiers mois de 2022. Ces projections peuvent sous-estimer l'impact de la hausse du prix du pétrole qui peut être retardé.

⁸ Des incitations supplémentaires afin de s'engager dans l'entrepreneuriat peuvent aussi contribuer au départ d'autres fonctionnaires. (i.e. extension de la période de à 3 années renouvelables une fois, paiement de la moitié du salaire durant la première année et des contributions sociales sur toute la période).

FIGURE 18 • La masse salariale sera aux alentours de 15 pour cent du PIB en 2022



Source: Ministère des Finances.

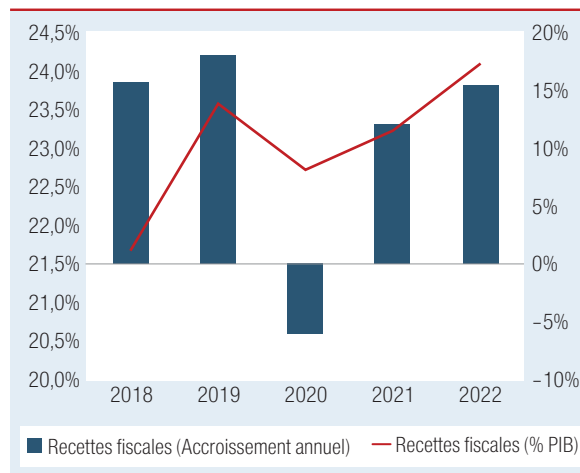
Les impôts sur les sociétés ne représentant que 11.7 pour cent des recettes fiscales (contre 17 pour cent au Maroc et 15 pour cent en Afrique du Sud).

Les dépenses d'investissement public diminueront en termes nominaux et en proportion des recettes fiscales (12 pour cent en 2022 en baisse continue depuis 2017 où elles représentaient 25 pour cent). En 2022, les dépenses d'investissement ne représentent que 7.9 pour cent des dépenses totales contre 18.3 en 2017. L'usage persistant des dépenses d'investissement comme facteur d'ajustement de l'équilibre budgétaire contribue à la dégradation des services publics et pénalise l'investissement et par la même occasion la croissance dans la mesure où l'investissement public ne représentera que 2.9 pour cent du PIB en 2022 contre 5.3 pour cent en 2017.

Le financement du budget reste problématique vu le déficit budgétaire dans un contexte d'endettement stable à des niveaux assez élevés.

La dette atteindra 114 milliards de PIB en 2022, soit 78.3 pour cent du PIB contre 82.4 pour cent en 2021 (sans considérer la dette des entreprises publiques). L'évolution croissante du stock de la dette et l'augmentation du taux directeur détermine la croissance des intérêts sur la dette. Le ratio intérêts sur recettes fiscales atteindra 12.3 pour cent des recettes fiscales en 2022 contre 10.7 pour cent en 2017. Les besoins de financement atteindront 25.6 milliards de dinars, soit 18

FIGURE 19 • La pression fiscale avoisinera 24 pour cent du PIB (accroissement annuel (axe droite); et % pib (axe gauche))



Source: Ministère des Finances.

pour cent du PIB. Le service de la dette atteindra 9.8 pour cent du PIB dont 43 pour cent d'intérêts. La dégradation continue de la note souveraine d'une part et les avancées lentes des discussions pour un nouveau programme avec le FMI ont limité l'accès aux financements du budget principalement à l'endettement sur le marché financier local, qui est d'ailleurs assez étroit.⁹

9. Le gouvernement a commencé à envisager des mesures pour accélérer la reprise

Alors que la guerre en Ukraine a exacerbé les difficultés économiques, le gouvernement a annoncé

⁹ Vu les difficultés de trésorerie nécessaire pour rembourser la dette, le gouvernement a proposé aux banques locales un swap pour rallonger la maturité de la dette domestique. Les banques ont refusé dans la mesure où elles anticipent une hausse des taux. Le gouvernement continue par conséquent à rembourser la dette en émettant des bons de trésor de court terme. En Mai, par exemple, le remboursement de 810 millions de dinars aux banques a été rendu possible grâce à l'émission de bons de trésor d'une valeur de 1 milliard de dinars à rembourser le 6 juillet.

ENCADRÉ 5: LES MESURES D'URGENCE ÉCONOMIQUE

Les 43 mesures d'urgence annoncées par le gouvernement en avril 2022 visent à accélérer la reprise économique à travers quatre axes: (i) soutien à la trésorerie et l'accès au financement des entreprises (ii) la relance de l'investissement public et privé (iii) la facilitation de la réglementation des affaires et (iv) la simplification des procédures ainsi que la promotion des exportations.

Parmi les mesures importantes du premier axe, le gouvernement a décidé dans le cadre de ce programme d'apurer une partie des arriérés de l'Etat vis-à-vis du secteur privé, la mise en place de lignes de crédits pour le refinancement des PME, la création d'une ligne de financement pour souscrire aux fonds d'investissement dédiés aux PME et la création d'une ligne mezzanine. Afin de redynamiser l'investissement, le gouvernement a annoncé l'adoption d'un décret-loi portant mesures exceptionnelles pour accélérer les projets d'investissement public et relancer l'investissement privé, l'adoption de pactes de compétitivité sectoriels, la mise en place de feuilles de route pour les secteurs porteurs, la digitalisation des procédures d'investissement, le lancement de projets E-Gov, l'accélération des projets de production d'électricité à partir des énergies renouvelables et l'amélioration des services dans le port de Rades (principal port à conteneurs en Tunisie). Au niveau du cadre réglementaire du climat des affaires, un nouveau code de changes sera adopté, les textes d'application de lois (crowdfunding, économie sociale et solidaire, auto-entrepreneur...) ainsi qu'une liste négative pour l'exercice des activités économiques seront publiés. Enfin, l'axe de facilitation et promotion des échanges comprend principalement la simplification et la digitalisation de procédures, la garantie des opérations d'exportation ainsi que l'accompagnement plus efficace des exportateurs.

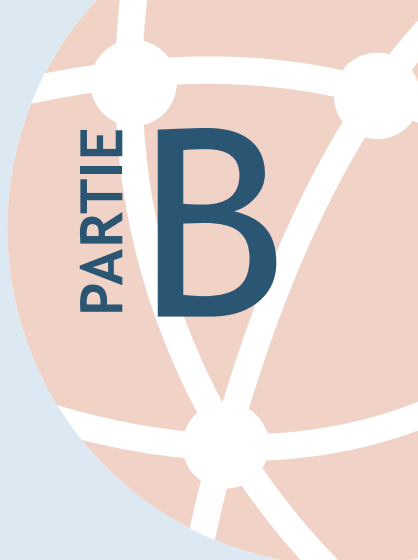
plusieurs mesures pour soutenir l'économie et l'inclusion sociale. En juin 2022 le gouvernement a annoncé un programme de stabilisation économique et financière. Le programme de stabilisation est structuré autour de 7 grandes axes de réforme. L'objectif étant de : Libérer l'initiative et asseoir les bases de la concurrence loyale; Soutenir la résilience du secteur financier; Améliorer la performance du secteur public; Renforcer la digitalisation ; Valoriser les ressources humaines ; Soutenir l'insertion sociale; Assurer un développement durable. Ce programme se situe dans un cadre plus global avec un autre programme de court terme de 43 mesures d'urgence économique annoncé par le gouvernement en avril, qui vise plus spécifiquement à soutenir la reprise de l'économie (voir encadré 5). Vu l'étroitesse de l'espace budgétaire, ces mesures ont ciblé des actions sans coût budgétaire conséquent.

Ces programmes ont le potentiel d'avoir un impact significatif sur l'économie si la conception et la mise en œuvre des réformes sont adéquates. Les réformes proposées traitent bon nombre de contraintes importantes auxquelles l'économie est confrontée, bien qu'une évaluation complète nécessiterait de connaître les détails des réformes. La mise en œuvre de ces programmes peut également faire face à des défis, comme l'illustre la grève générale des fonctionnaires du secteur public le 16 juin, qui ont également protesté contre les réformes proposées. Si elles sont conçues et mises en œuvre correctement, les réformes pourraient également faciliter la négociation et la conclusion d'un programme d'aide du Fonds Monétaire International, qui pourrait fournir une précieuse injection de liquidités en devises.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES (ACCROISSEMENT ANNUEL SAUF INDICATION CONTRAIRE)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Croissance du PIB réel, prix de marché constants	1.3	-8.7	3.3	2.7	3.1	3.5
Consommation privée	2.3	-7.0	0.1	3.0	3.6	5.1
Consommation publique	1.4	-4.2	-3.0	-1.5	-5.2	-3.0
Formation Brute de Capital Fixe	0.5	-30.0	-0.3	-2.5	4.8	1.8
Exportations, Biens et Services	-4.2	-20.2	10.3	8.5	7.7	7.8
Importations, Biens et Services	-8.4	-16.7	8.0	4.9	5.5	7.4
Croissance du PIB réels, prix de facteurs constants	1.3	-8.7	3.3	2.7	3.3	3.6
Agriculture	5.2	1.3	-4.6	1.5	4.0	4.0
Industrie	-1.2	-9.2	8.1	-1.0	3.2	3.5
Services	1.7	-10.0	2.9	4.4	3.2	3.6
Inflation (Indice de Prix à la Consommation)	6.8	5.6	5.7	8.0	7.0	6.0
Solde du Compte Courant (% du PIB)	-8.1	-6.0	-6.1	-10.0	-9.2	-9.4
Déficit Budgétaire (% du PIB)	-2.9	-8.7	-7.4	-9.3	-6.1	-5.2
Déficit primaire (% du PIB)	-0.3	-5.6	-4.6	-6.2	-3.1	-2.1
Recettes budgétaires (% du PIB)	26.3	25.5	25.6	26.6	23.9	22.8
Dépenses Budgétaires (% du PIB)	29.2	34.2	33.0	35.9	30.0	28.0
Dette Publique (% du PIB)	68.0	77.8	82.4	78.1	81.7	81.5
Paiements d'intérêts sur la dette publique; % du PIB)	2.61	3.12	2.82	2.97	2.85	2.91

POURQUOI LA TUNISIE DEVRAIT RÉFORMER LES SUBVENTIONS DES CÉRÉALES



PARTIE
B

La Tunisie a depuis longtemps opté pour une politique de compensation consistant à maintenir les prix des produits de base artificiellement bas. Les produits céréaliers dominent les subventions des produits alimentaires. Si cette structure des subventions a permis de maintenir des prix bas et stables pour les consommateurs finaux, elle a entraîné des résultats négatifs pour le budget de l'Etat, pour l'ensemble de la filière céréalière et pour la sécurité alimentaire des Tunisiens. Les faibles prix reçus par les producteurs de blé les ont conduits à abandonner la culture de blé. Le système de contrôle des prix a réduit les incitations à l'investissement et à la concurrence pour les transformateurs de céréales qui affichent un dynamisme et une productivité inférieurs à ceux de tous les autres transformateurs alimentaires. La structure des subventions a aussi encouragé la surproduction — au niveau des transformateurs — et la surconsommation — au niveau des ménages — de céréales, avec des fuites en dehors de la consommation des ménages et des gaspillages importants. Ces résultats ont eu un coût qui est devenu insoutenable pour le budget de l'Etat en termes de subventions et importations. Le système est donc mal préparé à faire face aux chocs,

comme l'illustre le contexte actuel: les difficultés de la Tunisie à s'approvisionner ont entraîné des pénuries de produits céréaliers et des incertitudes quant aux approvisionnements futurs. Remplacer les prix subventionnés des céréales à la consommation par des transferts aux ménages améliorerait l'efficacité de la filière, réduirait le poids des subventions dans le budget de l'Etat et les coûts d'importation et renforcerait la résilience du système alimentaire.

La Tunisie a depuis longtemps opté pour une politique de compensation consistant à maintenir les prix des produits de base artificiellement bas. Ces subventions sont financées par le budget de l'Etat, grâce à un système de subventions généreux aux consommateurs et aux transformateurs. En effet, le système de compensation consiste à maintenir les prix de plusieurs produits, considérés comme de première nécessité en dessous des prix du marché sur toute la chaîne de production et de transformation jusqu'au prix au consommateur. Ces biens comprennent principalement le pain, la farine, la semoule, les pâtes alimentaires, le lait, l'huile végétale. Le prix de détail du pain, par exemple, n'a pas été augmenté depuis 2008 (voir l'exemple) malgré une augmentation considérable des coûts des intrants de

production (notamment le blé, la main-d'œuvre, les loyers, l'énergie etc.).

Le système de compensation remonte à 1945 et la caisse générale de compensation, structure administrative chargée de gérer le système a été créé en 1970.¹⁰ L'objectif initial du système était de protéger les consommateurs des fluctuations des prix internationaux des produits alimentaires importés. D'ailleurs, ces derniers sont importés par des monopoles publics qui sont l'office des céréales pour les céréales et l'office du commerce de la Tunisie (OCT) pour le riz, le café, le thé, le sucre, dont les prix sont administrés et sont aussi considérés produits de base et peuvent être subventionnés indirectement quand le prix international est supérieur au prix de vente. Depuis les années 1970, le système de compensation est aussi une composante d'une politique publique délibérée visant à stabiliser les prix des produits de base et à protéger directement le pouvoir d'achat du tunisien afin de maintenir des salaires faibles aidant à promouvoir la compétitivité-prix des exportations (entreprises industrielles et tourisme notamment).

Les produits céréaliers dominent les subventions des produits alimentaires car leurs prix à la consommation en Tunisie sont parmi les plus bas et leur consommation est une des plus élevées au monde. En 2020, les céréales accaparaient plus des trois quarts des subventions totales directes des produits alimentaires. Les produits céréaliers qui sont les plus subventionnés sous forme de biens de consommation finale sont le gros pain, la baguette, les pâtes alimentaires, la semoule, le couscous et la farine. Les subventions ont maintenu les prix de ces articles bien en dessous du prix du marché. Par exemple, le prix du pain et des céréales en Tunisie était en 2017 le plus bas au monde après l'Ukraine (voir figure 20). Par ailleurs, les gouvernements successifs n'ont pas ajusté les prix aux consommateurs depuis 2011. Les prix ont même été symboliquement réduits la veille du 14 Janvier 2011 sans aucun changement depuis.

Le système de subventions universelles tel qu'il est conçu actuellement, a considérablement contribué à gonfler la consommation de blé et dérivés entraînant des fuites et du gaspillage

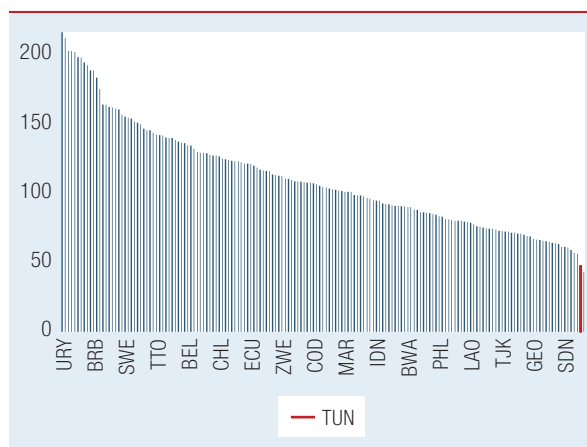
économiquement coûteux. En effet, les prix faibles de détail des céréales et dérivés ont contribué à enregistrer un record mondial pour la Tunisie en termes de consommation de blé par habitant. Celle-ci dépassant le double de la moyenne mondiale. Une partie du pain produite sert même d'alimentation pour bétails car le pain est moins cher que les produits qui leurs sont destinés. Ainsi, la figure 21 montre la relation négative entre le prix du pain et les quantités de blé consommées dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord et du bassin méditerranéen et souligne la forte consommation des céréales de la Tunisie par rapport à des pays comparables. Ces pays constituent un groupe de comparaison idéal car les préférences pour les céréales sont relativement similaires et les subventions expliquent en grande partie la variation des prix des céréales entre les pays. Cette demande extrêmement élevée de céréales reflète également les incitations des transformateurs à produire plus (pour recevoir plus de subventions) et génère un fort gaspillage des produits céréaliers.¹¹

Les subventions aux céréales sont devenues de plus en plus coûteuses au fil du temps, et ce d'autant plus que la guerre en Ukraine a mis à mal l'offre internationale de blé. Par ailleurs, sachant que les subventions empêchent la demande de s'adapter aux variations des prix internationaux, le budget des subventions pour les céréales a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie. En effet, entre 2010 et 2020, la subvention des produits alimentaires est passée de 730 MD à 2569 MD, avec une augmentation continue de la demande intérieure et ce malgré la hausse des prix internationaux (Figure 22). Cette augmentation s'est exacerbée avec l'explosion des prix internationaux suite à

¹⁰ http://www.commerce.gov.tn/Fr/presentation-de-la-caisse-generale-de-compensation_11_32.

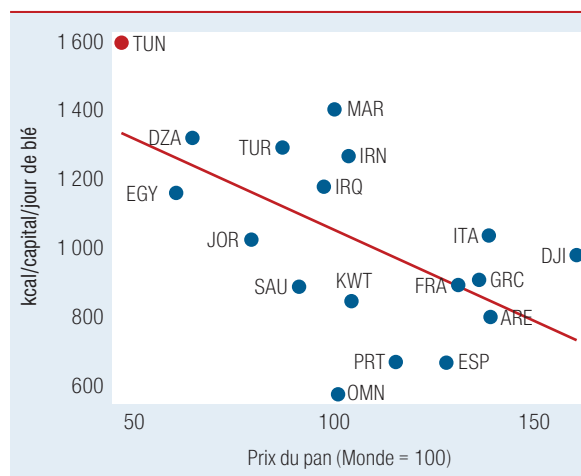
¹¹ Une étude de l'Institut National de la Consommation publiée en 2019 estime que le gaspillage alimentaire coûte à chaque tunisien en moyenne 18% du total des dépenses alimentaires. Le pain figure en première position parmi les produits gaspillés par les Tunisiens, avec un taux de 16% des pains achetés, suivi par les céréales (10%).

FIGURE 20 • Prix du pain et des céréales en Tunisie est parmi les moins élevés au monde
Indice des prix (monde = 100) en 2017



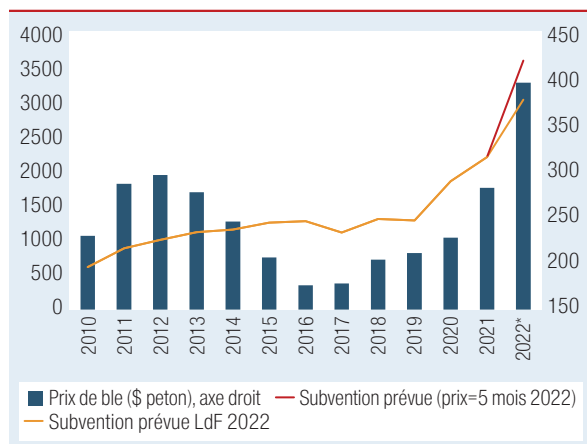
Source: International Price Comparison.

FIGURE 21 • Les prix artificiellement bas incitent à une surconsommation de céréales
Consommation de blé (kcal/capita/jour) et prix du pain, pays Arabes et de la Méditerranée



Source: FAO et International Comparison Programme.

FIGURE 22 • Les subventions des céréales ont augmenté suite aux perturbations sur les marchés mondiaux (subvention annuelle, DT millions (axe gauche) et prix international de blé dur, \$ par tonne (axe droit))



Source: Elaborations de Banque Mondiale sur données du Ministère des Finances et Pink Sheet.

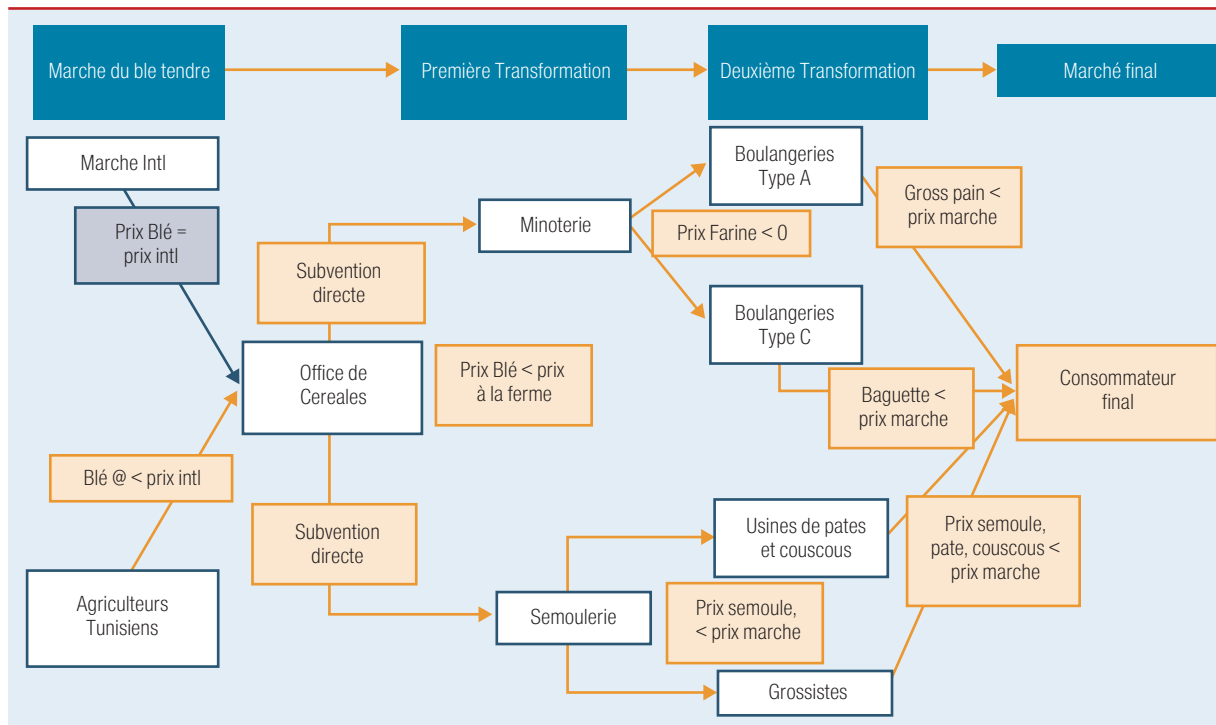
* basé sur le prix moyen du blé dur et tendre pour les 5 premiers mois de 2022 (voir le texte pour la méthodologie).

la guerre en Ukraine et si les prix moyens en 2022 restent ceux des 5 premiers mois de l'année, la subvention de céréales en 2022 devrait augmenter de 63 pour cent pour atteindre 3.6 milliards de DT.¹²

Le système de subventions des céréales est complexe et implique un contrôle des prix tout au long de la chaîne de valeur. Le système maintient les prix des produits céréaliers à un niveau bas pour les consommateurs finaux en contrôlant les prix tout au long de la chaîne de valeur des céréales (Figure 23). L'Office des céréales (OdC), qui a le monopole de l'importation et de la distribution du blé destiné à la consommation, s'approvisionne en blé sur les marchés internationaux (au prix international) et auprès des agriculteurs locaux à un prix fixe, qui est inférieur au prix international (ces dernières années). L'OdC répercute la subvention des agriculteurs et des collecteurs sur les transformateurs (minoteries, semouleries) et les subventionne à nouveau : (i) en leur vendant le blé à un prix inférieur au prix d'achat de l'OdC auprès des

¹² La Figure utilise les estimations à partir de la loi des finances 2022 (3 025 MTND), qui assume un prix du blé tendre et blé dur de Novembre 2021. Le taux de croissance du prix international de blé tendre et blé dur des cinq premiers mois de 2022 par rapport à novembre 2021 est par la suite appliqué (données de PinkSheet de la Banque Mondiale). Pour l'augmentation du prix de l'orge, pour lequel les données ne sont pas disponibles au PinkSheet, l'accroissement moyen du prix du blé tendre et blé dur est appliqué.

FIGURE 23 • Le système de subvention de céréales implique plusieurs acteurs le long de la chaîne de valeurs
(les transactions subventionnées sont en rouge)



Source : élaboration de la Banque Mondiale.

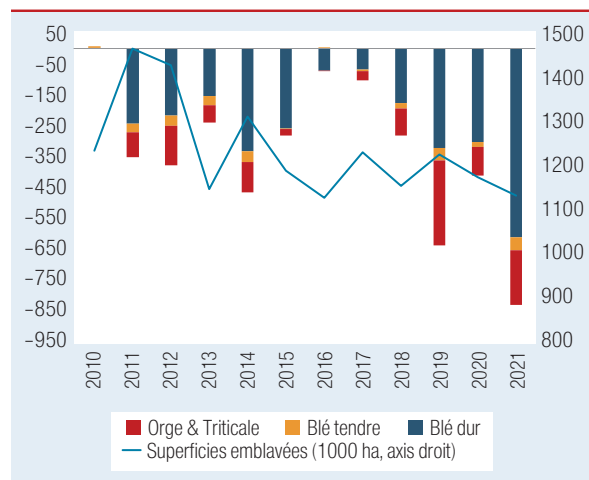
agriculteurs ; et (ii) en transférant des liquidités aux transformateurs sur la base des quantités produites. Les transformateurs transmettent à leur tour une partie des subventions à d'autres opérateurs responsables d'une deuxième transformation, notamment les boulangeries et les producteurs de pâtes et de couscous. Ces transformateurs achètent les produits de la première transformation (par exemple, la farine, la semoule) à un prix fortement subventionné. Dans le cas des boulangeries, la subvention est tellement importante qu'elles achètent la farine aux minoteries à un prix négatif, c'est-à-dire que non seulement les minoteries paient les boulangeries pour acheter la farine mais aussi que les boulangeries sont subventionnées pour payer leurs inputs (eau, électricité mais aussi la main d'œuvre).

Si cette structure de subventions a permis de maintenir des prix bas et stables pour les consommateurs finaux, elle a entraîné des résultats négatifs pour le budget de l'Etat, pour l'ensemble de la filière céréalière et pour la sécurité

alimentaire des Tunisiens. Les faibles prix reçus par les producteurs de blé les ont conduits à abandonner la culture de blé. Le système de contrôle des prix a réduit les incitations à l'investissement et à la concurrence pour les transformateurs de céréales, qui affichent un dynamisme et une productivité inférieurs à ceux de tous les autres transformateurs alimentaires. La structure des subventions a aussi encouragé la surproduction – au niveau des transformateurs – et la surconsommation – au niveau des ménages – de céréales, avec des fuites en dehors de la consommation des ménages et des gaspillages importants. Ces résultats ont eu un coût qui est devenu insoutenable pour budget de l'Etat en termes de subventions et importations. Le système est donc mal préparé à faire face aux chocs, comme l'illustre le contexte actuel : les difficultés de la Tunisie à s'approvisionner suffisamment ont entraîné des pénuries de produits céréaliers et des incertitudes quant aux approvisionnements futurs.

Le système pénalise de plus en plus les agriculteurs, qui ont abandonné la culture du

FIGURE 24 • Le système pénalise de plus en plus les agriculteurs...
(Soutien des prix de marchés aux agriculteurs du blé (MDT) = différence entre le prix d'achat payé par OC aux agriculteurs et le prix international (axe droite); superficies emblavées pour blé ('000 ha), 2010-21 (axe gauche))

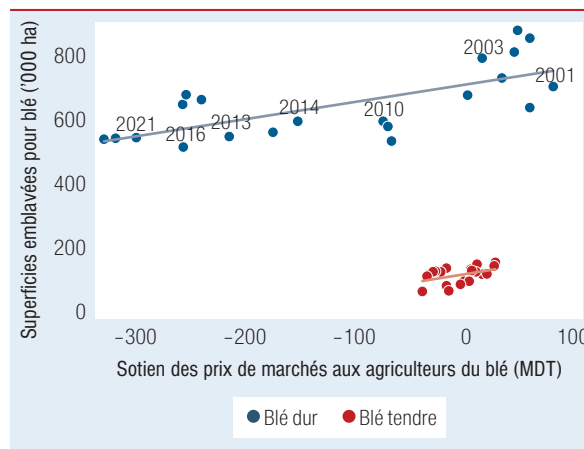


Source: élaborations Banque Mondiale sur la base de données du Ministère de L'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche.

blé. En vendant le blé à des prix inférieurs à ceux du marché, les producteurs de blé subventionnent la filière céréalière depuis une décennie. La figure 24 montre comment, depuis 2010, les agriculteurs ont reçu des subventions négatives car l'OC leur a acheté du blé (ainsi que de l'orge et du triticale) à des prix inférieurs à ceux du marché. Le soutien aux agriculteurs de plus en plus négatif a contribué à réduire la production locale de blé dur et de blé tendre. Comme illustré dans la Figure 25, une réduction du soutien des prix à la production des agriculteurs du blé est corrélée à une réduction des superficies emblavées pour blé ('000 ha) l'année suivante. Le gouvernement a certes augmenté le prix à la production en avril 2022, mais cela reste en dessous du prix international.¹³

Le système de contrôle des prix a rendu la transformation de céréales moins compétitive. Par rapport aux autres filières de transformation alimentaire qui ne sont pas soumises aux contrôles des prix, pour la transformation des céréales, l'entrée en activité est plus faible, la sortie est plus élevée et la croissance de l'emploi ainsi que celle des salaires est

FIGURE 25 • ...cette pénalisation a incité les agriculteurs à abandonner la culture du blé
(Relation entre soutien des prix de marchés aux agriculteurs du blé (MDT) – différence entre le prix d'achat payé par OC aux agriculteurs et le prix international – et superficies emblavées pour blé ('000 ha) l'année suivante, 2000-21)

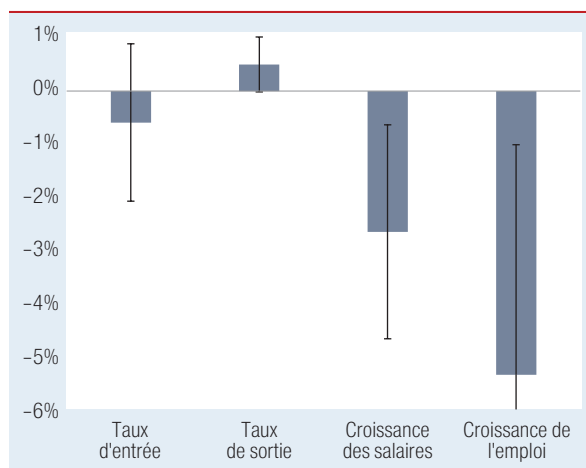


Source: élaborations Banque Mondiale sur la base de données du Ministère de L'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche.

faible (voir figure 26 et Encadré 6). Par exemple, en moyenne et sur les 20 dernières années, les salaires et l'emploi dans les entreprises de transformation céréalière ont augmenté à un rythme de 3% et de 5% respectivement, plus lent que celui des entreprises de transformation alimentaire non soumises au contrôle de prix. Cette performance négative est cohérente avec le manque de concurrence causé par le contrôle des prix ainsi que le système d'autorisations pour les activités économiques. En fixant les marges de chaque acteur de la chaîne de valeur, le système prive les producteurs de toute incitation à la concurrence et à l'innovation. Le principal moyen pour les producteurs de céréales d'augmenter leurs bénéfices est de négocier des marges et des quantités plus élevées avec l'État. Ce qui favorise la surproduction et les efforts de lobbying plutôt que les investissements productifs et les gains de productivité.

¹³ Le prix d'achat du blé dur a augmenté de 30%, celui de blé tendre de 25% et de l'orge et du triticale de 16%.

FIGURE 26 • Le contrôle des prix pénalise la compétitivité des filières agroalimentaires (Différence dans les indicateurs de performance annuelle entre les secteurs de la transformation alimentaire soumis au contrôle des prix et les autres filières agroalimentaires (pourcentage), 2000-21)



Source: Estimation Banque Mondiale sur la base de données du Répertoire National des Entreprises et différentes lois.
 Note: les graphiques encadrés indiquent un intervalle de confiance de 90% des effets estimés (voir encadré 6 pour la méthodologie).

Le système de subventions est devenu très coûteux non seulement en termes de budget mais aussi en termes de déficit commercial, ce qui

le rend de moins en moins apte à faire face aux chocs, comme l'illustre la situation actuelle. Outre les coûts pour le budget, l'évolution récente des prix internationaux a également eu un impact important sur la valeur des importations. Les importations de céréales ont continué à augmenter, les volumes de consommation étant restés élevés malgré l'augmentation des prix internationaux. Les importations de céréales par l'OdC sont passées de 1,5 milliard de DT en 2019 (1,2 pourcent du PIB) à 2,4 milliards de DT en 2021 (1,8 pourcent du PIB) (Figure 27). Si les prix internationaux en 2022 restent au niveau de la moyenne des cinq premiers mois, nous estimons qu'elles passeraient à 4,5 milliards de DT en 2022. Les coûts croissants sont absorbés par l'OdC, qui, en 2020, avait déjà accumulé l'une des plus grandes dettes parmi toutes les entreprises publiques (3 milliards de DT).¹⁴ L'augmentation de la dette et le manque de liquidités – en particulier en devises – ont d'ailleurs causé des difficultés à l'OdC pour s'approvisionner en céréales sur les marchés internationaux. La dette croissante de l'OdC a été absorbée par les banques nationales, en particulier la Banque Nationale Agricole, ce qui peut nuire à la stabilité du secteur bancaire et à sa capacité à fournir du crédit à l'économie.

¹⁴ Ministère des Finances (2022) "Rapport sur les entreprises publiques" (publié en arabe).

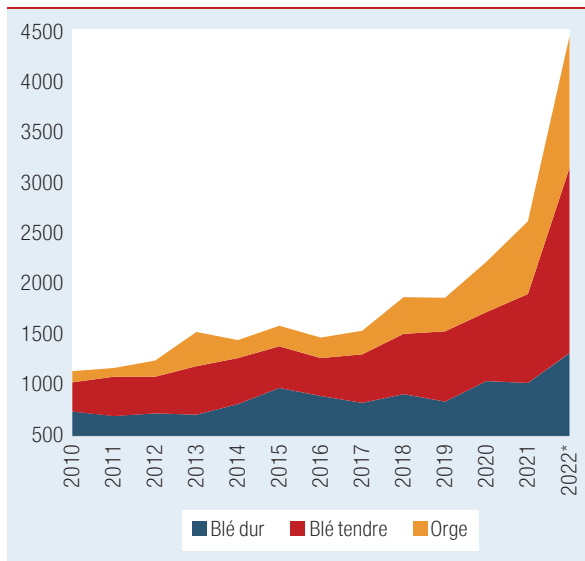
ENCADRÉ 6: ESTIMATION DE L'IMPACT DES CONTRÔLES DE PRIX SUR LA PERFORMANCE DES SECTEURS DE TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

Nous étudions l'impact du contrôle des prix sur les industries de transformation des céréales. Nous utilisons les données au niveau des entreprises du Répertoire National des Entreprises (RNE), détenu par l'INS, qui comprend des données annuelles sur les revenus, l'emploi, la masse salariale, le secteur, la localisation et d'autres variables pour l'univers des entreprises tunisiennes enregistrées. Nous associons ces données aux listes de produits soumis à des contrôles de prix utilisant la classification sectorielle NAT à 4 chiffres.

Nous utilisons les trois listes de produits (A, B et C) appliqués depuis 1995. Les listes étaient annexées au décret du Ministre de l'Economie Nationale N° 91 / 1996 du 23 Décembre 1991, modifié et complété par le décret N° 93 / 59 du 10 Juin 1993 et le décret N° 95 / 1142 du 28 Juin 1995. La liste A est la liste des produits et services soumis au régime de l'homologation des prix à tous les stades, qui comprend les produits de base, y compris tous les produits céréaliers. Les autres listes sont la liste des produits soumis au régime de l'homologation des prix au stade de la production (liste B) et la liste des produits soumis à encadrement des marges de distribution (liste C).

Nous nous concentrons uniquement sur les secteurs de la transformation alimentaire afin de maximiser la comparabilité entre les secteurs. Nous comparons statistiquement le rendement de chaque année des secteurs qui produisent les produits de la liste A avec ceux qui produisent des produits qui ne sont assujettis à aucun contrôle des prix. Plus techniquement, nous effectuons une régression de la moyenne du secteur (taux d'entrée, taux de sortie, croissance des salaires et de l'emploi) sur une variable indicatrice qui définit si un secteur appartient à l'une des trois listes et les effets de l'année à contrôler pour tous les chocs nationaux variant dans le temps. Nous regroupons l'erreur type au niveau sectoriel et prenons le coefficient de la variable indicatrice dans la liste A, qui est présentée à la figure 26.

FIGURE 27 • Les Importations de céréales ont fortement augmenté durant les dernières années
(Importations Tunisiennes des céréales (en MTD), 2010-22)



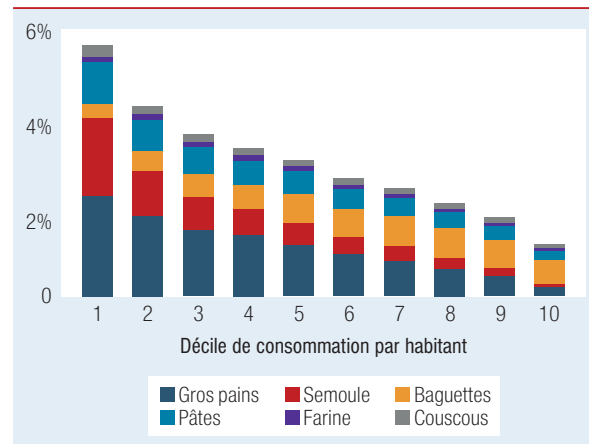
Source: ONAGRI.

* estimations par la Banque Mondiale pour 2022 data.

Remplacer les prix subventionnés des céréales à la consommation par des transferts aux ménages améliorerait l'efficacité de la filière, réduirait le budget et les coûts d'importation et renforcerait la résilience du système alimentaire.

Le remplacement des subventions de céréales aux consommateurs par des transferts monétaires aux ménages équivalents aux augmentations progressives des prix, réduirait la surconsommation et le gaspillage alimentaire et offrirait une plus grande variété de choix aux consommateurs et des possibilités de substitutions entre biens consommés. L'augmentation correspondante des prix des céréales pourrait être entièrement compensée par des transferts monétaires aux ménages sur la base de leur consommation ou de leur revenu. La part de la compensation dans les dépenses globales serait plus élevée pour les ménages à faible revenu - les céréales, par exemple, représentent environ

FIGURE 28 • Les bénéfices relatifs des subventions céréalières sont plus importants pour les ménages plus pauvres
(Incidence relative des subventions des produits céréaliers par décile de dépense, en pourcentage des dépenses)



Source: Simulations du personnel de la Banque mondiale fondées sur les données de l'Enquête nationale sur le budget des ménages, la consommation et les niveaux de vie 2015.

6 pour cent des dépenses du décile le plus pauvre et 1 pour cent du décile le plus élevé (Figure 28). Le remplacement d'une partie de la consommation de produits céréaliers par la consommation d'autres biens permettrait de réduire les importations et les subventions. Cela renforcerait la résilience du système alimentaire aux chocs futurs, et améliorerait ainsi la sécurité alimentaire. En même temps, le passage de l'ensemble de la filière aux prix du marché augmenterait la concurrence et les investissements des agriculteurs et des transformateurs de produits alimentaires, avec des gains de productivité et d'efficacité. Cela permettrait également de réduire davantage les coûts fiscaux liés à l'octroi de subventions directes aux producteurs sur la base des quantités produites. Cette réforme est politiquement et socialement sensible. Le calendrier ainsi que la séquentialité de sa mise en place devraient être soigneusement examinés.



LA BANQUE MONDIALE

1818 H Street, NW
Washington, DC 20433